

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.  
Télex : PRENO A 211 828 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire : 46722.  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

Mardi 30 mars

## l'internationalisme en question

Arrivés au seuil de leurs gouvernements nationaux, plusieurs partis communistes européens (italien, espagnol, français) ont jugé bon de prendre leurs distances vis-à-vis de l'Union soviétique. Ils l'ont même fait très publiquement à l'occasion du 25<sup>e</sup> Congrès du PC d'URSS.

Dès le lendemain du congrès, c'est l'idéologue professionnel du parti soviétique qui a accusé, à mots à peine couverts, les PC occidentaux de manquement aux règles de l'internationalisme prolétarien. Dans France-nouvelle, Kanapa, au nom du PC français, renvoyait la balle en critiquant le soutien peu discret apporté par la diplomatie soviétique au régime Giscard... Samedi, la Pravda imputait la fronde des PC à un goût égoïste et intéressé du pouvoir en rappelant que « l'internationalisme prolétarien peut protéger contre le point de vue empirique étroit, de conjoncture, propre aux gens qui cherchent à obtenir des avantages provisoires et personnels et glissent dans le marais du nationalisme. » A quoi le dirigeant du parti italien Gianni Cervetti rétorquait dimanche dans l'Unità : « L'internationalisme aujourd'hui ne peut pas être le même que celui d'autrefois, quand l'impérialisme tenait le monde sur le bord de l'abîme au moyen de la guerre froide. »

Sous prétexte d'internationalisme, l'URSS entend cantonner les PC dans le rôle de gardes-frontières et de pions qu'elle leur a assigné. Les PC n'admettent plus que la fidélité à l'URSS les tienne à l'écart de la soupe gouvernementale dont ils sentent déjà le fumet.

Dans toute cette affaire, l'internationalisme est un grossier prétexte : il y a belle lurette que Staline, avec la bénédiction unanime des PC occidentaux, a vendu la Pologne à Hitler (lors du Pacte germano-soviétique), la Grèce à Churchill (à Yalta) et l'Italie à Roosevelt ; et qu'il a dissout en 1943 l'Internationale fondée par Lénine.

Etre internationaliste aujourd'hui, c'est unir les forces ouvrières dans le monde, s'atteler à la construction d'une internationale révolutionnaire et démocratique, prendre la défense du prisonnier politique Pliouchtch aussi bien que du prisonnier politique Corvalán.

Daniel Bensaïd

## 1000 GREVISTES DE PEUGEOT OCCUPENT LA GARE DE MONTBELIARD

(voir page 6)

## GREVE GENERALE DES ARABES D'ISRAEL

• « le patronat a affirmé que tout ouvrier gréviste serait licencié... »

Voir page 12 l'interview de S. H'amis dirigeant du PC israélien.



Squelettiques, les trois rangs du bon peuple alsacien venus applaudir Giscard... surtout après le décompte des flics, des gosses et des barbouzes !

La répression contre la grève générale des Arabes d'Israël s'amplifie. Le gouvernement sioniste ne tolère pas que l'on s'oppose à sa volonté de spolier des milliers d'hectares de terres arabes. Les diffuseurs de tracts ont été massivement arrêtés depuis plusieurs jours.

La presse est déchaînée. Un grand quotidien du matin fait sa manchette sur « les forces de sécurité ont achevé de prendre position à Nazareth et dans la région en liaison avec la grève de demain ». Un autre (Maariv) « La police déclare la main forte contre ceux qui troubleront l'ordre demain » et en exergue : « il se peut qu'il y est des arrestations aujourd'hui contre ceux qui incitent à la grève. Les membres du Rakah (PC) et les gauchistes continuent leur agitation violente contre l'Etat. Ils ont distribué, entre autre, des tracts de G. Habache. (Matzpen-Marxiste a publié la déclaration de F.P.L.P. pour son 8<sup>e</sup> anniversaire). »

La manifestation prévue à Jérusalem se déroulera malgré l'interdiction du gouvernement et la renonciation du PC. A l'appel de l'Union des étudiants arabes et avec la participation active de Matzpen-Marxiste une grève de la faim doit commencer à 8 heures devant le Parlement. Il est à craindre que la police frappe immédiatement.

Lundi 20 h  
R. Brestar

**Usinor-Rhône Poulenc**  
**3 MORTS EN 3 JOURS**

Voir page 6

- Espagne : pour les prisonniers p. 3
- Réunion du CC du PCF p. 5
- Referendum nucléaire p. 12

## NE LAISSONS PAS MOURIR ROLAND AGRET

Après quinze jours de grève de la faim, Roland Agret a avalé avant-hier deux manches de fourchette.

Désormais une seule chose peut le sauver : une alimentation normale. Or, Agret est bien décidé à poursuivre sa grève de la faim jusqu'au bout : la révision de son procès. « Je me battraï à en vivre, à en crever, soyez persuadés qu'à en crever ce sera debout. »

Roland Agret a été condamné en 1973 aux Assises, cette justice « populaire » sans appel, à quinze ans de réclusion criminelle pour le double meurtre d'André Borel (membre important du SAC à Nîmes) et de Jean Moreno.

Agret a été accusé sur la base de témoignages de truands qui n'ont cessé de modifier leurs déclarations et qui aujourd'hui se sont rétractés, et sur une lettre de Borel... postée après sa mort. La Cour d'Assises a tout avalé. Il faut dire aussi qu'Agret était un coupable rêvé : il vivait avec l'ancienne amie de Borel, entièrement ruinée par le racket de ce dernier : il ne s'agirait donc que d'une affaire de mœurs et de gros sous. Agret, aussi, n'est au plus dans le SAC qu'un homme de main, il affirme d'ailleurs qu'il n'était pas garde du corps de Borel comme on l'a présenté, mais comptable.

SUITE PAGE 12



## LE PC ARGENTIN ET LA DICTATURE

### « UN PAS EN AVANT »

Commentant les premiers communiqués de la Junte militaire (qui déjà se profile comme la plus répressive de toutes celles qu'a connues l'Argentine), le Parti communiste argentin se réjouit que celle-ci affirme « son respect de la fidélité à la démocratie représentative, la justice sociale, la réaffirmation du rôle de contrôle de l'Etat, la défense de la capacité de décision nationale ».

Le PCA a appuyé presque tous les gouvernements de la bourgeoisie, non seulement ceux des radicaux, mais aussi le militaire Lanusse et ensuite le gouvernement péroniste. En 1974-75, après des affrontements entre les militaires et la guérilla, le PCA condamne la guérilla « qui assassine des militaires patriotes ».

Dès qu'il perçut la gravité de la situation et le poids qu'alliaient prendre les militaires, il retourne une nouvelle fois sa veste. Le mot d'ordre de « large coalition démocratique » fut changé contre celui de « gouvernement civico-militaire ».

Son opportunisme permanent lui a permis de gagner un certain respect

de la bourgeoisie. Aujourd'hui où arrive au pouvoir une dictature militaire, le PCA ne figure pas sur la liste des partis interdits, même si, comme les partis bourgeois, il a été « suspendu ».

Le PCA poursuit : « Quoique ne partageant pas tous les points de vue exprimés dans les documents officiels, [nous] ne pouvons être en désaccord avec un tel énoncé, car il coïncide avec certaines propositions de notre programme qui stipule, entre autres, le développement économique dans l'indépendance, la sécurité avec une capacité nationale de décision, la souveraineté et la justice sociale ».

S'accommodant de la nouvelle situation, le PCA essaie de voir dans ce coup d'Etat une partie de son projet : « Si la Junte militaire devait être une transition vers ce type de gouvernement dont le pays a besoin, un pas en avant aurait été effectué et ainsi s'abattrait la barrière qui sépare les forces armées du peuple. »

Sergio Cabrera

## Quelle solidarité ?

Le coup d'Etat militaire remet à l'ordre du jour la question de la solidarité avec les peuples d'Amérique latine. La manière dont la presse française et européenne a minimisé la gravité des événements indique les difficultés que nous aurons, mais trace aussi le champ de nos responsabilités.

Pour nous, la solidarité est importante à plusieurs niveaux : - D'abord à cause de la répression immédiate. Les emprisonnements, la torture systématique, les assassinats ne sont pas nouveaux. Mais ils vont franchir maintenant une nouvelle étape. Nous devons défendre aussi les milliers de réfugiés politiques latino-américains ;

- Ensuite parce que la classe ouvrière est loin d'être battue. Ses traditions de lutte et d'organisation sont exemplaires à bien des égards, y compris pour nous. Sans aucun doute, la résistance sera beaucoup plus forte qu'au Chili ; - Enfin pour dénoncer la compli-

cité ouverte du gouvernement et de l'impérialisme français avec les militaires. Ce sont des chars français qui patrouillent aujourd'hui à Buenos Aires.

Le comité de soutien aux luttes du peuple argentin est une organisation unitaire, dont la LCR est partie prenante. Il se propose d'organiser la solidarité en France. Il possède un très bon matériel d'information (bulletins, exposition, films, etc.) et peut animer des réunions de solidarité.

Nous appelons tous les lecteurs de Rouge, militants révolutionnaires ou non, à prendre contact avec le CSLPA. Nous insistons en particulier pour les travailleurs dont les entreprises interviennent en Argentine (Peugeot, Renault, Citroën, Rhône-Poulenc, Thomson, Crédit Lyonnais, Pechiney, etc.). Il faut aussi organiser des réunions de solidarité dans les universités à la rentrée.

(CSLPA, 94, rue N-D. des Champs - Paris 6<sup>e</sup>)

## Communiqué

L'une des premières mesures des nouveaux maîtres de Buenos Aires a été l'interdiction du Parti socialiste des travailleurs (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale) et de quatre autres organisations d'extrême-gauche.

Les locaux ont été fermés, les biens placés sous séquestre, le journal interdit. Des militants ont été arrêtés. Les autres sont contraints à la clandestinité.

La Junte militaire de Videla affiche ses objectifs : détruire les organisations révolutionnaires, anéantir les groupes de guérilla, du PRT et des Montoneros déjà passés à la clandestinité sous le régime péroniste, briser les reins du mouvement ouvrier.

Nous n'oublions pas que l'impérialisme français dont les AMX-13 patrouillent dans les villes argentines, a sa part de responsabilité dans les derniers événements. Ni que Renault, Thomson et quelques autres sont des patrons de choc auxquels se sont durement heurtés les ouvriers argentins dans les dernières années.

Dans ces heures sombres de l'histoire du mouvement ouvrier argentin, la LCR affirme sa solidarité sans faille aux camarades du PST, aux militants trotskystes emprisonnés et pourchassés, à tous les révolutionnaires argentins.

Non à l'interdiction du PST et des organisations révolutionnaires ! Non à la suspension de toutes les libertés démocratiques et du droit de grève !

Libération immédiate de tous les militants emprisonnés !

A bas la dictature militaire !

Solidarité !

Bureau politique LCR

## LUTTES OUVRIERES EN ARGENTINE (2)

par Michel Rovère

### DE LA MORT DE JUAN A LA CHUTE D'ISABEL

Le 1<sup>er</sup> juillet 1974, Juan Perón meurt. Mais le 12 juin précédent, dans un discours, il a donné le ton. Face à la montée ouvrière, le gouvernement péroniste est décidé à engager l'épreuve de force. Sa cible sera le syndicat de l'automobile de Cordoba, Smata qui depuis des années est avec le syndicat de l'électricité Luz y Fuerza un des vieux bastions du syndicalisme Classiste c'est-à-dire lutte de classe. En mai 74, la liste du mouvement de récupération syndicale, dirigée par René Salamanca remporte la victoire sur la bureaucratie. Dans cette liste se trouvent des militants maoïste du PCR et du Parti Révolutionnaire des Travailleurs. En juin, les travailleurs baissent d'autorité la production de 60 % : ils exigent une augmentation des salaires de 60 %. Le patronat lockouté et licencié. Le gouvernement qui voit pour la première fois sa politique des revenus, définie par le Pacte social, remise en cause, intervient. Le 26 juin le local du syndicat est occupé par la police et remis aux mains de délégués « normalisateurs ». Le premier gouvernement d'Isabel Perón, qui effectue un virage à l'extrême-droite pratique la dialectique du gros bâton et de la petite carotte. Des augmentations sont concédées aux ouvriers mais à la suite d'une provocation montée par la police le 9 octobre, un mandat d'arrêt est lancé contre la direction de Smata et autres dirigeants de Luz y Fuerza. Ceux-ci sont contraints de passer à la clandestinité. Le syndicat du Livre à Buenos Aires qui a mené une lutte semblable subit le même sort. Son dirigeant Raimundo Ongaro est incarcéré en octobre.

C'est au début de l'automne 1974 que se déclenche l'offensive de l'Alliance Anticomuniste Argentine (AAA) qui vise les militants révolutionnaires et les cadres syndicaux combattifs. Plusieurs centaines tomberont dans les derniers mois de 74 victimes des nervis organisés par Lopez Rega, secrétaire privé d'Isabel Perón.

Pendant quelques mois, le mouvement ouvrier rentre la tête dans les épaules. Pourtant en décembre 1974, lors des élections du syndicat de la métallurgie à Villa Constitución, ce sont les dirigeants combattifs qui ont mené la lutte du printemps (Cf Rouge N° 13) qui sont élus.

### L'armée à Villa Constitución

Le 20 mars 1975, plusieurs milliers de policiers de troupes fédérales encerclent Villa Constitución, occupent les locaux syndicaux, perquisitionnent, arrêtent 500 personnes dont le secrétaire du syndicat de la métallurgie Alberto Piccinini. Le gouvernement, par cette opération, veut éviter qu'un embryon de direction ouvrière surgisse à Villa Constitución et puisse, dans la période de discussion des contrats, polariser l'action revendicative.

La riposte est à la mesure de la provocation. La grève est générale. Un comité de lutte est élu. Des groupes d'auto-défense patrouillent la nuit. Dans d'autres régions, de très importantes grèves de solidarité ont lieu, mais surtout un réseau national des comités de solidarité commence à se structurer. Si la grève de Villa Constitución s'achève sur une demi-défaite, la leçon n'est pas perdue.



La grève de juillet 75

Le 28 juin, Isabel Perón annonce que les augmentations de salaires sont limitées à 50 % alors que l'inflation atteint 150 %. Ce sont les « coordinadoras », assemblées locales, de délégués d'usine (1) qui vont assurer la direction de la riposte. CES « coordinadoras » se sont constituées après « l'élimination par le pouvoir des directions combattives élues, et agissent comme de véritables directions de rechange. La réaction ne se fait pas attendre. Une grève générale spontanée éclate dans quatre provinces : Cordoba, Mendoza, Chubut et Santa Fe. Pour ne pas être totalement débordée, la direction officielle de la CGT est contrainte d'appeler à une grève générale de 48 H les 7 et 8 juillet contre les mesures d'Isabel Perón. La CGT est même obligée d'exiger en plus de l'abrogation du plan gouvernemental, la démission de Lopez Rega. Celui-ci démissionne. Les mesures économiques sont rapportées. Jamais la crise du péronisme n'a été si visible. Enfin, pour la première fois, le mouvement a été national et Buenos Aires s'est mis en branle avec Cordoba.

Après Villa Constitución, où la classe ouvrière argentine passe de la défensive à l'offensive, cette grève générale de juillet est le tournant, qui marque à la fois l'isolement du régime et son incapacité à mettre en œuvre la restructuration de l'économie que réclame la bourgeoisie. Elle souligne le rôle des « coordinadoras », ces structures autonomes composées de délégués responsables devant les assemblées d'usine, où sont confrontés tous les courants du mouvement ouvrier. Elles sont le premier cadre massif de débordement de la bureaucratie syndicale péroniste. En mars 1976, c'est sur la base des contacts entre coordinadoras établis en juillet 76 qu'est promue la grève quasi générale de Cordoba et de la banlieue de Buenos Aires contre un plan économique de Mondiri, nouveau ministre du « bien être social » d'Isabel Perón. En faisant leur coup 10 jours plus tard, les militaires ont pris les devants. Ils n'ont pas attendu que des structures autonomes dont s'étaient dotés les ouvriers argentins naissent une véritable direction politique. Et que face à la faillite consommée du régime péroniste, la classe ouvrière pose la question du pouvoir. De son pouvoir.

Michel Rovère

(1) à Cordoba, Villa Constitución et à Buenos Aires divisés en 4 zones

## aux quatre coins du monde

### ETATS-UNIS

● Le Socialist Workers Party (organisation trotskyste américaine) est depuis longtemps l'objet d'attaques incessantes de la part de l'extrême-droite américaine. Un nouvel exemple vient encore de nous être donné, avec l'attentat dont a été victime l'un de ses candidats aux élections pour le Congrès américain.

Catarino Garza est le candidat du SWP dans la 18<sup>e</sup> circonscription électorale, à New York. Le 17 mars au soir, un tireur isolé a ouvert le feu sur l'une des fenêtres de son appartement, au dixième étage d'un immeuble de Manhattan. La balle, une 22 long rifle, a blessé un camarade de Garza qui se trouvait dans la pièce.

Le SWP présente actuellement de nombreux candidats aux élections sénatoriales et à la chambre des représentants qui se déroulent en même temps que les présidentielles dont il est également partie prenante avec la candidature de Peter Camejo. Sa campagne pour la défense des droits des minorités raciales opprimées (noirs, Chicanos, Indiens) et plus particulièrement en faveur du « busing », lui avait déjà valu récemment d'être victime d'éléments racistes opposés au busing et qui avaient saccagé une de ses librairies.

Mais surtout, le SWP est depuis longtemps l'objet d'une surveillance particulièrement minutieuse de la part du FBI (police fédérale). Ecoutes téléphoniques, filatures, perquisitions légales ou illégales se sont multipliées ces dernières années, alors que le SWP était à la quête du mouvement contre l'intervention américaine au Vietnam.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de la déclaration du policier chargé de l'enquête qui, alors qu'on lui demandait quelles mesures avaient été prises pour arrêter l'assassin, répondit : « Je n'appelle pas cela une tentative d'assassinat. » Sans doute estime-t-il qu'il s'agit d'une œuvre de salubrité publique ?

### URUGUAY

● Deux militants du Parti communiste révolutionnaire d'Uruguay, Winston Mazzuchi et Nevio Melo, ont été arrêtés à Buenos Aires quelques semaines avant le coup d'Etat. Depuis on est sans nouvelle de leur lieu de détention. Il est à craindre qu'ils soient renvoyés en Uruguay (où un avis de recherche avait été émis contre eux). La collaboration entre les polices argentine et uruguayenne est bien établie. Cinq militants uruguayens arrêtés, le 19 décembre 1974, par la police argentine, avaient été retrouvés morts, quelques jours après, à Montevideo.

### RHODESIE

● La fraction de l'ANC (Conseil national africain) représentée par Muzorewa a rejeté la possibilité d'une réunification avec la fraction ANC-Nkomo. Cette décision fait suite au sommet de Lusaka au cours duquel les présidents de Tanzanie, Mozambique, Botswana et Zambie avaient en présence des deux fractions, débattu d'une possibilité de réunification.

## ESPAGNE

Manifestations pour l'amnistie cette semaine

# DES CENTAINES DE PRISONNIERS MALTRAITES, MENACES

A la fin de cette semaine, se dérouleront, à Madrid, Barcelone, et dans plusieurs villes importantes d'Espagne, des manifestations silencieuses en faveur de l'amnistie. À l'origine de cette campagne, un appel de 300 personnalités d'opposition. Avec la grâce dérisoire de son avènement, Juan Carlos a cru pouvoir endormir le mouvement de

solidarité avec les prisonniers politiques espagnols et basques. Mais un prisonnier sur dix seulement a retrouvé la liberté et les condamnations continuent à tomber. Plus que jamais, le soutien avec les victimes de la répression franquiste doit s'affirmer en Europe en donnant le plus large écho à toutes les initiatives prises en Espagne même.

## Tant qu'il est encore temps

« ... Pour tout ceci, et parce que je crois avoir atteint les limites de la souffrance que puisse connaître un être humain, je demande à être remis en liberté, avec les autres prisonniers politiques, pour jouir enfin de la paix et de l'amour qu'on m'a toujours refusés jusqu'à ce jour. » Ce sont les derniers mots d'une lettre écrite par un militant de la CNT, Fernando Carballo

Blanco, de sa prison d'Alicante. Carballo a été emprisonné pour la première fois en juillet 36, à l'âge de quatorze ans, pour avoir transporté le corps de son père, cheminot de Valladolid, qui venait d'être fusillé. Emprisonné la dernière fois en août 64 à Valence, et toujours détenu, Carballo a passé plus de vingt ans en cellule.

Un cas parmi des centaines d'autres. Officiellement, le gouvernement reconnaît 8 500 détenus parmi lesquels « 550 personnes relèvent de délits d'ordre public et de troubles sociaux affectant d'une façon ou d'une autre l'ordre public. Sur ces 550, plus de deux cents seraient à proprement parler des terroristes ».

En fait, il y a beaucoup plus de 550 détenus politiques qui crouissent encore dans les prisons franquistes. Si l'effondrement de la dictature paraît inéluctable, leur sort n'est pas plus rassurant pour autant. Leurs tortionnaires, leurs gardiens se vengent volontiers, depuis la mort de Franco, sur les détenus, des angoisses que leur procure l'avenir du régime. La situation des prisonniers a même empiré ces dernières semaines.

Les prisonniers de Puerto-Santa-Maria ont fait savoir par une lettre collective qu'ils craignent pour leur vie : en cas de renversement de la dictature, les arrière-gardes fascistes, acculées au désespoir, peuvent envisager contre eux une ultime et lâche vengeance...

La liste des prisonniers est longue, avec leurs drames particu-

liers, aussi douloureux les uns que les autres.

Pour Itziar Aizpurua, prisonnière depuis les événements qui furent à l'origine du Conseil de guerre de Burgos (1969), le désir d'avoir un enfant est devenu une obsession : elle calcule que, sa peine de quinze ans accomplie, elle sortirait à trente-sept ans, mais son mari Jokin Gorostidi aurait encore de nombreuses années à purger.

Dulcinea Bellido, épouse du militant communiste Lucio Lobato, raconte : « Je l'ai connu alors qu'il sortait de douze ans de prison. Il avait 34 ans et moi 19. Nous nous sommes mariés en 1959 et au bout de deux ans, il retourne en prison. Libéré après ce séjour, il fut arrêté de nouveau en 70 et, depuis lors, est en prison... »

Le cas de la famille Dorronsoro, de Ataun, en Guipuzcoa, est particulièrement spectaculaire. Cinq de ses membres totalisent 410 ans de condamnation. Jokin Dorronsoro, 35 ans, a eu deux peines de mort commuées et soixante trois ans de prison, infligés par le conseil de guerre de Burgos. Sa sœur, Jone Dorronsoro, est, de toutes les détenues d'Espagne, celle sur qui

pèse la plus lourde peine : cinquante quatre ans. Elle est mariée à Xabier Izko, tête de liste du fameux procès de Burgos...

Il faut mentionner aussi le cas des curés emprisonnés à Zamora, dont le plus connu est Jon Etxabe, proche de la LCR-ETA(VI), arrêté en avril 69 et condamné par le conseil de guerre de Burgos à cinquante ans de réclusion. Il fut le premier curé basque à se déclarer militant d'ETA ; on trouve sa photo dans tous les bars du quartier Acitain, à Eibar, dont il était le prêtre.

Lobato, Duran, Eva Forest, Izko, Pons Llovet, Aizpurua, Dorronsoro, Arana, Etxabe, Sarrasketá... et tous les autres, par-delà les appartenances politiques, ce sont les nôtres : des militants exemplaires du mouvement ouvrier espagnol et du peuple basque, qu'il faut arracher à leurs géoles tant qu'il en est encore temps.

• Certains éléments de cet article sont empruntés aux *Cuadernos para el dialogo*. Dans une interview de Joxe Goicoetxa, libéré récemment après cinq ans de détention.

## ISRAËL

# Contre les confiscations de terre, grève générale des arabes d'Israël LES ARABES D'ISRAËL, CITOYENS DE SECONDE ZONE

La grève générale des Arabes vivant en Israël, contre l'expropriation des terres en Galilée et dans le Neguev se déroule aujourd'hui.

La presse fait tout pour déconsidérer le mouvement. Les journaux accusent les militants d'intimider les commerçants qui ne fermentaient pas leur magasins. Vieilles méthodes pour une vieille politique. Des dizaines d'arrestations sont effectuées préventivement.

En Cisjordanie, une femme, mère de 9 enfants a été tuée par des soldats qui sont entrés en force dans sa maison où étaient réfugiés de jeunes manifestants. La police israélienne, qui essayait d'éviter les « bavures », semble avoir reçu le feu vert pour laisser libre cours à sa brutalité.

## L'inégalité sociale

Souvent quelques chiffres éloquents valent mieux que de trop longs discours. 26,6 % de la population arabe travaillait en 1972 dans la construction, contre 7,6 % de juifs. 51 % des terres cultivées par les juifs sont irriguées et produisent pour 8350 livres israéliennes l'hectare contre 8 % et 2090 livres pour les terres arabes.

Un important arsenal juridique permet depuis 1948 une spoliation méthodique des terres arabes et une répression continue des militants.

## Les lois d'urgence

Ces lois ont été votées par la puissance coloniale britannique contre les sionistes du temps du mandat. En 1946, Shapira, futur ministre de la Justice, déclarait : « L'ordre établi par les lois d'urgence est sans équivalent dans les pays civilisés. Même en Allemagne nazie de telles lois n'existaient pas ».

Ces dispositions permettent de limiter les déplacements des individus selon le bon vouloir des autorités militaires. Ainsi, Jamal Moussa, un des rares arabes représentés à la direction de la Histadrout, doit, pour chaque réunion demander l'autorisation de s'y rendre. De nombreux militants arabes du PC Rakah ne peuvent quitter leur village pendant des années. Aucun juif, jusqu'à présent n'est concerné par ces mesures. L'assignation à résidence, l'obligation de se présenter à la police jusqu'à quatre fois par jour sont des pratiques courantes contre l'opposition arabe. Le couvre-feu peut être décrété à n'importe quel moment et entrer immédiatement en application.

Le cas le plus significatif de l'exécution des mesures permises est l'expulsion et la réquisition des villages de Ikrit et Biram. Les deux agglomérations furent prises par l'armée, rasées, puis quelques temps plus tard un Kibboutz (Baram) y fut installé.

A Oum el Fahem, 14 600 hectares appartenaient aux villageois arabes. Aujourd'hui 10 000 ont été confisqués, 1 700 constituent une zone de manœuvres de l'armée, 1 200 (l'ancienne zone des terres communales) n'existent plus comme telles. Les 1 700 restants repré-

sentent la superficie du village et quelques lopins sans intérêts.

Plusieurs villes juives ont été implantées sur des régions à dominante arabe. Elles ont été construites après des « expropriations d'intérêt public ». Ainsi Nazareth-Ilit, Carmiel, sont des villes interdites aux arabes, bâties sur leurs terres. On pourrait encore citer les lois sur les « terres en friche », etc.

Les multiples spoliations font que près de 70 % des meilleurs terres arabes ont déjà été confisquées. Le plan, actuellement prévu, consistera à retirer l'ensemble des autres terres de qualité et des territoires, moins intéressants pour l'agriculture, mais importants d'un point de vue politique.

## Le racisme

13 % de la population d'Israël est arabe soit 400 000 habitants.

« L'annuaire statistique d'Israël » produit tous ses chiffres en deux catégories : juifs et non-juifs.

Les arabes n'ont pas le droit d'adhérer au Parti travailliste actuellement au pouvoir. Seule l'infime minorité de druzes qui sert dans la police peut le faire. Cela n'empêche pas le gouvernement d'interdire à un ancien officier de la police, druze, de monter une affaire dans la ville de Carmiel.

Les mariages mixtes sont interdits. Les travailleurs arabes sont autorisés à travailler dans les Kibboutz ; ils constituent une main-d'œuvre bon marché. Mais ils n'ont pas le droit d'y coucher. On pourrait multiplier ces exemples à l'infini.

## La riposte

L'attaque frontale du gouvernement sioniste, qui désire « judaïser » la Galilée, provoque une large riposte des secteurs arabes et juifs antisionistes. La nouvelle génération de jeunes militants combattifs anime la mobilisation et force le PC à affronter les autorités. L'attitude agressive du gouvernement, les arrestations, les intimidations renforcent le potentiel de lutte au lieu de l'affaiblir. Mettre en échec le projet de confiscation constituerait une victoire décisive contre les visées sionistes en Palestine.

R. Brestar

## SAUVER LA VIE DE SABINO ARANA

La situation de certains prisonniers politiques est très grave ; grièvement blessés lors de leur arrestation ou durant les interrogatoires, ils ne reçoivent guère de soins. Au bout de trois ans de détention, nombre d'entre eux connaissent des déficiences physiques et des troubles psychiques. De longs séjours dans les cellules disciplinaires ne font qu'aggraver les choses, ainsi que les grèves de la faim répétées qui finissent par laisser des séquelles définitives. Citons les cas de :

- Carlos Garcia Solé, condamné à 20 ans par le conseil de guerre de septembre 72, qui a pratiquement perdu la vue.

- Antonio Duran, de Madrid, risque de perdre l'œil gauche.

- Gregorio Lopez Irasuegui, l'un des condamnés de Burgos vient d'être transféré à Carabanchel pour être opéré des oreilles car il est en train de devenir sourd.

- José Maria Arruabarrena, grièvement blessé lors de son arrestation et de son interrogatoire est hospitalisé à Carabanchel.

- José Antonio Garmendia, condamné à mort puis grâcié est à la prison de Caceres. Blessé d'une balle dans la tête lors de son

arrestation, il souffre de troubles psychomoteurs et pourrait, d'après les médecins récupérer partiellement ses facultés s'il vivait dans un climat favorable...

- Le détenu le plus gravement malade aujourd'hui est probablement le prisonnier basque Sabino Arana, militant de la LCR-ETA VI dont les jours sont en danger. Une grande campagne est lancée en Euskadi pour le sauver. Actuellement hospitalisé à Carabanchel, il souffre d'une tuberculose pulmonaire et de graves lésions au rein gauche.

Arrêté en mars 1968, condamné à 32 ans de prison, Arana a aujourd'hui 31 ans. Il avait déjà été arrêté en 1963 et torturé pendant trois jours. Arrêté à nouveau en septembre 64 et torturé, il est libéré au bout de deux mois en raison de son grave état de santé. Il est alors déjà atteint de tuberculose pulmonaire. En 66, il passe dans la clandestinité et toutes les polices le recherchent comme individu très dangereux, membre du Comité Central de ETA. Arrêté fin mars 68, il subit dix jours de torture et son état s'aggrave. Il continue la lutte en prison, où il participe à huit grèves de la faim en solidarité avec les prisonniers de



Sabino Arana

Burgos, avec Puig Antich, avec Garmendia et Otaegui... Il a déjà passé plus de trois cent jours en « celda de Castigo » (cellule de châtement), dans les prisons de San Sebastian, Santander, Burgos, Segovie, Puerto Santa-Maria. Transféré en décembre 75 à l'hôpital de Carabanchel en raison de son état très grave. Le transfert a duré douze heures : pieds et mains attachés ensemble, en forme d'œuf, et battu pendant tout le transfert.

## Villages détruits par anciens districts arabes

District	Villages avant 48	Villages existants maintenant
Jérusalem	33	4
Jaffa	23 + Jaffa	0 + Jaffa
Lod	28 + Lod	0 + Lod
Haifa	43	8
Acre	52	32
Nazareth	26	20
Safed	75	7
etc.		
Total	475	90

## la politique extérieure des USA UNE DETENTE AGRESSIVE

par Ernest Mandel

Kissinger met le Kremlin en demeure de ne pas se lancer dans un « nouvel Angola », sinon la réaction du Pentagone pourrait être virulente. Ford abandonne le vocabulaire de la détente. Les formules de la guerre froide réapparaissent. Après avoir été limogé, le ministre de la Défense Schlesinger, voit sa ligne appliquée. Les dépenses militaires américaines sont considérablement accrues. Les négociations commerciales avec l'URSS se relâchent. Est-ce la fin de la détente ? Est-ce le début d'un tournant de la politique étrangère américaine ?

Après la montée du mouvement populaire anti-guerre, après la phase finale de la guerre d'Indochine, la chute de Nixon, les retombées du Watergate, l'imperialisme américain s'est trouvé temporairement paralysé. La situation intérieure aux Etats-Unis ne lui permet momentanément plus d'intervenir à l'étranger sur grande échelle, avec ses propres troupes pour accomplir sa fonction de gendarme mondial du Capital. De là son incapacité à appuyer adéquatement ses alliés et agents en Angola. De là sa passivité étonnante devant l'aide que Cuba a apportée à la révolution angolaise.

La bureaucratie soviétique a mesuré le risque. Elle l'a trouvé supportable. Elle a laissé faire Fidel, pour qui le risque d'une riposte localisée de l'imperialisme reste considérable. La bourgeoisie internationale s'en est émue. Ce qui se passe maintenant, c'est la recherche d'une riposte par l'imperialisme. Elle s'articule sur trois plans.

D'abord, une nouvelle intensification des dépenses militaires. Elle vient à point pour appuyer la « relance » de l'économie américaine, qui risque de s'essouffler par suite de la stagnation des investissements productifs. La campagne électorale aux Etats-Unis, la surenchère entre l'administration Ford et ses « opposants », tant Reagan du côté républicain que Jackson du côté démocrate, permet de créer le climat opportun à une course aux armements accentuée.

Ensuite il s'agit de parer au plus pressé, qui n'est pas (ou pas seulement) Zimbabwe, la Namibie et l'Afrique, mais avant tout l'Europe capitaliste méridionale. Les mises en garde du général Haig et de Kissinger contre l'entrée de ministres communistes dans des gouvernements qui participent à l'Alliance atlantique tendent à renforcer l'aide de la bourgeoisie qui hésite devant le recours à cette carte politique ultime. Elles tendent aussi à accentuer un climat d'hystérie anti-communiste que la montée révolutionnaire au Portugal avait déjà déclenchée. Elle doit faciliter en Europe capitaliste aussi, une augmentation des dépenses militaires.

Le rapport confidentiel du général belge Close, affirmant que les troupes du Pacte de Varsovie pourraient atteindre le Rhin en 48 heures, et neutraliser ainsi l'arsenal nucléaire de l'OTAN, sert la même fonction. Dans l'immédiat, le régime giscardien se rapproche de Kissinger. A plus long terme, les impérialistes ouest-européens miseront de plus en plus sur une force de frappe nucléaire « indépendante ». Celle-ci justifierait aussi en passant, la généralisation de l'armée de métier, carte essentielle à jouer contre la révolution prolétarienne qui monte en Europe du sud.

En troisième lieu, il s'agit de renforcer des relais qui peuvent se substituer temporairement au gendarme impérialiste, jusqu'au moment où celui-ci retrouve sa capacité d'intervention sur le plan politique (sur le plan militaire, cette capacité n'est point entamée). Le coup d'Etat argentin vient à point pour créer, dans le cône sud de l'Amérique latine, un bloc militaire patronné par Washington, qui pourrait dominer l'Atlantique-sud.

Tout cela ne signifie point que la politique de coexistence pacifique va se trouver abolie. Elle ne le sera point, pour la simple raison qu'elle sert fondamentalement le Capital, bien loin de le contrecarrer. Devant la montée de la révolution, la bourgeoisie internationale a plus que jamais intérêt à miser sur le rôle de frein et de force de collaboration de classe que jouent les partis staliniens. Elle est divisée dans son jugement sur l'efficacité de ce rôle, et dans sa résolution de payer (ou de refuser de payer) tel ou tel prix en échange de ce rôle. Mais ce rôle ne lui fait pas mal, loin de là.

Ce qui se passe donc, ce n'est pas un retour à la guerre froide. C'est un ensemble de mesures qui doivent permettre à l'imperialisme de se dégager de la paralysie politique temporaire dans laquelle l'héroïsme des masses indochinoises et la puissance du sentiment anti-guerre aux Etats-Unis l'avaient précipité. C'est le reconditionnement de l'opinion publique dans les pays impérialistes, avant tout aux Etats-Unis même, qui est aujourd'hui l'objectif numéro un visé par Washington.

Ce projet réussira-t-il ? Cela ne dépend pas seulement des artifices et des ressources financières des marchands de mythes des deux côtés de l'Atlantique. Cela dépend aussi et surtout de l'issue des luttes de classe qui se radicalisent petit-à-petit au Japon et en Amérique du nord même.

## TURQUIE

### REOUVERTURE DES BASES AMERICAINES ?

A Washington, les discussions entre Henry Kissinger et le ministre turc des affaires étrangères se sont terminées le 26 mars par la signature d'un nouvel accord sur les bases américaines en Turquie, fermées par le gouvernement turc en juillet 1975, à la suite du vote de l'embargo sur les livraisons d'armes américaines par le Congrès en février. Cette décision voulait sanctionner l'utilisation par l'armée turque d'équipements américains lors du débarquement à Chypre en Août 1974.

Les conséquences d'une telle décision ne pouvaient satisfaire longtemps le Pentagone à qui ces bases fournissaient le quart des renseignements sur les mouvements et installations militaires soviétiques. L'exécutif américain est donc revenu plusieurs fois à la charge devant le Congrès en vue d'une levée complète de l'embargo, condition préalable pour Ankara à la signature de tout accord sur la réouverture des 26 bases américaines. Une évolution récente du Congrès, sur ce point, semble avoir

été sentie par le gouvernement turque.

De même Ankara a dû percevoir les efforts actuels du gouvernement Ford pour consolider sa position stratégique en Méditerranée. On sait, en effet, que l'ambassadeur grec succédera dans quelques jours au ministre turc pour négocier l'avenir de la présence américaine dans son pays.

L'aide financière accordée : 250 millions de dollars par an, soit 1 milliard de dollars sur la durée totale de l'accord, permet en tout cas de mesurer l'importance que les amis de Kissinger portent à la consolidation des liens militaires avec la Turquie. « La Turquie a besoin d'un soutien matériel pour pouvoir jouer le rôle que lui demande le monde occidental », a déclaré pour sa part le ministre turc, la veille de sa rencontre avec Kissinger, résumant la compréhension de son gouvernement quant au rôle qu'il entend jouer dans la région.

T. Nikos

## GRANDE BRETAGNE

L'élection du successeur de Wilson : Callaghan ou Foot ?

### QUI APPLIQUERA LE MIEUX LE PLAN D'AUSTERITE ?

De notre correspondant  
Londres le 29 mars

Les résultats des élections pour le poste de Premier ministre et de président du Parti Travailleuse n'ont pas donné de majorité absolue. Le deuxième tour a lieu ce mardi et il est également improbable qu'il y ait une majorité absolue. Dans ce cas, le candidat qui aura obtenu le moins de suffrages sera éliminé et la bataille finale se déroulera la semaine prochaine.

Au premier tour, il n'y a eu qu'une grande surprise : Tony Benn, candidat considéré le plus à gauche, que la majorité de la presse bourgeoise tenait pour perdant au premier tour, est arrivé en quatrième position avec 37 voix. Le fait que Benn ait obtenu plus de voix que Healey, le père du projet de réduction des dépenses du secteur public a fait l'effet d'une bombe dans les rangs de la bourgeoisie. Par contre, le nombre de voix ramassé par Foot (90), Callaghan (84) et Jenkins (57) n'était pas inattendu. Callaghan, ministre actuel des Affaires étrangères est un vieux vétéran du cabinet Wilson. Foot, quant à lui, est le représentant de la bureaucratie syndicale au sein du gouvernement et y a été intégré pour servir de tampon entre les mesures réactionnaires de Wilson et les réactions de la classe ouvrière. Jenkins, enfin, est le représentant direct de la droite du Parti Travailleuse. Ainsi le débat entre Foot et Callaghan est bien une farce. Il s'agit en fait de savoir lequel des deux mettra en pratique la ligne réactionnaire que Wilson n'a pas été capable d'imposer.

Callaghan est un autre Wilson, mais en miniature, car il n'a pas le poids politique qui a permis à Wilson de jouer un rôle bonapartiste au sein du Parti.

Foot, lui, est beaucoup plus intéressant pour certains secteurs de la bourgeoisie à cause du rôle de pivot que ses liens avec la bureaucratie syndicale, d'une part, et sa capitulation complète à Wilson, d'autre part, lui permettent de jouer. Lequel des deux sera le plus efficace ; pour la bourgeoisie c'est une question de tactique.



Michael Foot

### Pour ou contre le plan d'austérité

Pour les révolutionnaires le problème est clair : il s'agit de savoir quel est l'axe central autour duquel se cristallisent les différences entre les candidats. Et c'est bien évidemment la question du oui ou du non à la politique de Wilson. C'est autour de cet axe que la classe ouvrière est polarisée. Dans un combat entre ceux qui soutiennent le gouvernement et ceux qui s'y opposent, même de façon très inadéquate, il n'est pas possible de rester neutre.

### Une brèche dans la politique du gouver- nement

Sur la base de leur seul programme, aucun des candidats ne mérite le soutien des révolutionnaires. Ce qu'il faut considérer, c'est surtout quelles forces sociales ils ont derrière eux. Ce que Benn veut, c'est un porte-feuille de Premier ministre pour le futur. Mais parce qu'il ouvre une brèche dans la politique du gouvernement autour des récentes mesures scélérates, Benn polarise l'espoir de l'avant-garde large des travailleurs combattifs. Dans ces circonstances, sans grand enthousiasme ni illusion, il

était correct de soutenir Benn au premier tour.

A l'issue de celui-ci Jenkins s'est retiré et Benn a annoncé son désistement en faveur de Foot. C'est une mesure opportuniste de plus qui vise à le faire apparaître comme un homme de principe et à consolider sa base dans le Parti. Dans ce cas, il est logique pour les révolutionnaires de s'abstenir dans une élection qui ne laisse plus en compétition que Callaghan, Foot et Jenkins. Ils ne représentent pas une alternative à Wilson, bien au contraire. Aucun de ces candidats ne propose de solution réelle à la crise. Aucun ne met en avant le mot d'ordre de nationalisation sous contrôle ouvrier, d'échelle mobile des salaires contre l'inflation ; aucun d'entre eux n'était préparé à se battre pour le droit élémentaire qu'ont les membres du Parti travailliste à élire leur propre direction, et non de la faire élire par le groupe parlementaire.

Pour la classe ouvrière, ces élections auront bel et bien été une farce. Le combat réel aura été ailleurs. Les 3 000 délégués syndicaux qui ont participé samedi à la conférence sur le chômage, les cheminots qui luttent contre les coupures des crédits publics sont à la pointe du combat. C'est seulement en organisant ces forces vives que la gauche pourra lutter contre le gouvernement, contre le droitier, quel qu'il soit, qui remplacera Wilson.

## La Bulgarie à l'heure du XI<sup>e</sup> Congrès du PC

### « NEPOTISME, FAVORITISME, ET ESPRIT DE CLOCHER »

C'est sous le signe de la continuité dans l'amitié indéfectible avec le grand frère soviétique que Todor Jikov, leader du PC bulgare depuis 1954, a ouvert devant 1575 délégués et une centaine de représentants des partis frères, le XI<sup>e</sup> congrès de son parti.

Il pourra se féliciter d'une stabilité politique exceptionnelle et d'une situation économique relativement bonne comparée aux autres pays du Comecon.

La Bulgarie dont le rythme de développement industriel est de plus de 10 % par an, est en train de passer d'une économie essentiellement vouée à l'agriculture, à une économie industrielle moderne, (40 % de la population active est employée dans l'industrie contre 30 % seulement dans l'agriculture). Cette mutation s'est effectuée grâce à l'aide de l'Union Soviétique. Car la base de l'allégeance inconditionnelle envers les soviétiques est bien une dépendance économique totale, tant au niveau des matières premières, que de l'énergie, dont la Bulgarie est presque totalement démunie. Cependant la détérioration des termes de l'échange avec les pays occidentaux ainsi que le relèvement de

28 % des prix des matières premières fournies par l'URSS, (ce qui n'a d'ailleurs pas encore été annoncé aux Bulgares), vont avoir des conséquences négatives sur le niveau de vie de la population.

L'augmentation du revenu réel des masses qui avait connu un bond durant la période du plan de 1975, 32 %, va connaître une chute spectaculaire. Le nouveau plan quinquennal ne prévoit plus que 4 % par an. Quant aux objectifs de production des biens de consommation, ils n'ont pas été atteints en 1975, en particulier dans le secteur alimentaire. Et on commence à noter des tendances inflationnistes consistant en écarts de plus en plus grands entre un fort pouvoir d'achat et une faible quantité de biens de consommation disponibles. Le problème numéro un dans ce domaine reste le logement. Il faut en effet attendre de sept à dix ans pour obtenir un appartement à Sofia. Pour ce qui est du temps de travail, le retour aux 40 heures n'est prévu que pour 1980.

Dans le secteur agricole, la Bulgarie fait véritablement figure de pionnier. En 70, on a supprimé des milliers de fermes pour les intégrer

dans de vastes combinats agro-alimentaires de 40 mille hectares en moyenne. Aujourd'hui le processus est presque totalement achevé, sans trop de heurts. L'opposition des paysans a été amadouée par l'octroi de lopins individuels, dont ils peuvent vendre librement les produits. Officiellement, la production agricole aurait fait un bond de 30 %, mais cela reste à prouver.

Pourtant les thèses sur la Parti présentées au congrès insistent sur un certain nombre de critiques. Le Komsomol ne ferait pas bien son travail en direction de la jeunesse « instable idéologiquement, qui manque d'intérêt pour la politique, et dont les attitudes sociales sont décevantes ; trop de jeunes tombent sous l'influence de la bourgeoisie ». La presse se voit reprocher de ne pas suffisamment informer la population. Quant au recrutement des cadres, « il ne se fait pas sur des critères de classe mais par l'amitié, le nepotisme, le favoritisme et l'esprit de clocher ». Mais ces quelques petits problèmes ne sont, tout compte fait, pas plus graves que ceux de tout autre parti bureaucratique au pouvoir.

Sacha Blumkine

Après les cantonales, le PCF réunit son Comité central

## REEQUILIBRER...

Le vague intitulé de l'ordre du jour — « La bataille pour la politique du XXI<sup>e</sup> Congrès » — ne doit pas faire illusion. La réunion du Comité central du Parti Communiste, aujourd'hui et demain à Paris, revêt une importance politique particulière. La première du genre depuis le récent congrès de Saint-Ouen, elle aura à tirer le bilan de élections cantonales et à préciser la tactique vis-à-vis des socialistes.

Les conclusions politiques générales du CC, sur le premier point, réaffirmeront le mécontentement grandissant des travailleurs contre le pouvoir giscardien, tout en confirmant le refus de précipiter les échéances électorales avant 1978. Il ne devrait pas y avoir matière à grand débat. Par contre, dès lors qu'il s'agira d'analyser en détail le scrutin, pour constater la poussée électorale socialiste et le tassement des voix communistes, les discussions sur l'attitude vis-à-vis du Parti Socialiste devraient s'avérer plus animées.

La situation du Parti est, en effet, tout à fait nouvelle. Pour la première fois, depuis 1936, il se retrouve minoritaire, sur le plan électoral, face au concurrent socialiste. Toute la politique engagée lors du XXI<sup>e</sup> Congrès extraordinaire, en octobre 1974, n'aura donc pu éviter la poussée inexorable de ce qu'il est convenu d'appeler dorénavant le « premier parti de France ». Même le XXI<sup>e</sup> Congrès, qui avait pour but d'ajuster le tir, et surtout, de donner une image du Parti démocratique et ouverte sur la vie, n'aura permis que d'éviter des pertes électorales plus nettes lors des dernières élections cantonales.

Son hégémonie désormais contestée, le PC est obligé de redéfinir une tactique à l'égard du PS qui lui permette de rééquilibrer l'Union de la Gauche d'ici la probable victoire aux prochaines législatives. Au moins sur trois points, le CC devrait préciser le cadre général des XXI<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> congrès.

D'abord, l'implantation dans les entreprises sera réaffirmée comme une tâche prioritaire. Si les communistes peuvent, en effet, accepter d'être en position de faiblesse sur le plan électoral, ils ne peuvent admettre la concurrence au niveau de l'organisation de la classe ouvrière. L'effort entrepris depuis deux ans semble avoir porté ses fruits puisqu'entre 1972 et 1975, le nombre de cellules d'entreprises est « officiellement » passé de 5 376 à 8 072. La création d'une commission spéciale, directement rattachée au comité central et animant l'intervention dans 43 grandes entreprises de France, s'inscrit dans cette logique.

Mais elle suppose, en même temps, un sectarisme très poussé. Les exemples de politiques anti-unitaires dans les luttes se sont multipliés tout au long de l'année dernière, et les transferts autoritaires de dirigeants syndicaux vers les organismes de direction du parti ont été nombreux. Cette affirmation de « l'identité du parti », et c'est le deuxième point, continuera de marquer la polémique contre le Parti Socialiste. N'est-ce pas Georges Marchais qui déclarait, il y a quelques semaines, qu'une



cellule communiste d'entreprise, à la différence d'une section socialiste, c'était un pas en avant dans la conscience des travailleurs ? Autour du mot d'ordre « élever la qualité de l'Union », les insultes deviendront moins grossières, mais la bataille politique sera d'autant plus rude. Les socialistes seront systématiquement suspectés de réformisme et les initiatives de Mitterrand jugées « préoccupantes ».

Cette pureté « verbale », bien entendu, ne changera rien à une pratique quotidienne de collaboration de classe

Dans ce cadre politique, le CC lancera, enfin, l'offensive sur les municipales. Depuis un an, le PC fait pression sur le PS pour qu'il rompe ses alliances avec des formations centristes et préconise des listes d'Union dans toutes les villes de plus de 30 000 habitants. Mitterrand répond dans l'Unité que, partout où cela sera possible, de telles listes seront constituées. Mais il s'empresse d'ajouter que, dans certains cas, des listes socialistes homogènes se présenteront aux suffrages, soulignant que de élus communistes votent régulièrement contre des budgets départementaux ou municipaux proposés par des élus socialistes. Le PC va donc reprendre l'offensive, relayé en cela par le jeu du CERES à l'intérieur du PS. Mais bien plus que de répondre aux aspirations unitaires des travailleurs après les cantonales, une telle bataille a une fonction éminemment tactique. Elle vise encore à renforcer l'image de marque des communistes dans la pré-campagne électorale des municipales.

Dans tous les cas de figure, le « rééquilibrage » de l'Union de la Gauche, au lieu de préciser les débouchés politiques aux combats contre le régime giscardien, restera essentiellement empreint d'une forte odeur de sectarisme.

Pierre Julien

• un exemple de sectarisme ou ce qui est bon pour le PCF ne l'est pas pour le PS :

« Lorsque le groupe de tête arrive à la hauteur de l'Hotel de Ville, une délégation d'élus communistes vient le saluer et exprimer sa solidarité aux travailleurs en lutte. Plus loin apparaissent les banderoles des groupes socialistes de la fonction publique qui entreprennent de distribuer un tract du PS dans le défilé. Lorsque le distributeur de ce tract se présente devant Georges Séguy, ce dernier refuse le tract et proteste contre cette intrusion politique dans une manifestation de caractère strictement syndical. »

Extrait du compte-rendu de la manifestation des fonctionnaires à Paris. L'Humanité 10.3.1976.

## La tournée de Lipkowski en Afrique DES GRANDEURS GAULLISTES AU « MONDIALISME RAISONNABLE »

Aujourd'hui débutent à Dakar la première réunion du « club des amis du Sahel » et celle des ministres des Finances des pays de la zone franc. Deux événements qui coïncident avec la fin de la tournée de Lipkowski, ministre français de la coopération, dans plusieurs capitales africaines. Une occasion de s'interroger sur les ambitions actuelles du gouvernement Giscard à l'égard de l'Afrique, notamment francophone.

Entourée d'une grande discrétion cette tournée mérite néanmoins qu'on y prête attention. Elle répond à l'évidence à plusieurs ambitions : redéfinir les termes de la coopération avec les pays francophones, assurer au capitalisme français une place dans l'ensemble du continent africain. En quelque sorte mettre en œuvre après la période néo-gaulliste de Pompidou ce que Raymond Aron dans le Figaro, en parlant de la diplomatie française en crise, définissait par « un mondialisme raisonnable ». Concrètement pour ce qui est de l'Afrique francophone liquider la crise du néo-colonialisme gaulliste pour définir de nouveaux termes de « l'échange » qui tiennent compte de l'évolution des rapports de forces dans cette région. Mettre en place ce qui est pudiquement appelé un « nouvel ordre économique international ».

En fait pour le gouvernement Giscard, il s'agit de prendre en compte l'appétit grandissant des bénéficiaires africains de ses prébendes. C'est que l'état néo-colonial a favorisé l'émergence d'une fraction importante de la petite bourgeoisie bureaucratique par enrichissement lié à la gestion du pouvoir. Selon les pays, celle-ci s'est plus ou moins stabilisée en bourgeoisie compradore. Une dépendance non contradictoire avec le fait de réclamer une part plus importante des profits de l'exploitation impérialiste. Ses revendications s'ordonnent en ce sens selon deux axes :

1/ Stabiliser des recettes provenant des produits d'exportation grâce à des caisses de compensation des cours ou des stocks régularisateurs.

2/ Une industrialisation accélérée tournée vers le marché intérieur.

Mesures qui sont à même de permettre au petit capital africain de procéder à une réelle accumulation. Perspectives nullement en contradiction avec les visées de la bourgeoisie française ou ses partenaires européennes, bien au contraire. Ainsi la Convention de Lomé, signée entre la CEE (Communauté européenne économique) et les 46 ACP (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) visait précisément à régulariser des recettes d'exportation et un droit d'entrée libre des produits agricoles de ces derniers pays sur le marché européen. Identique fut la démarche du FED (Fond européen de développement) lequel a défini une série d'aides financières pour promouvoir l'essor de ce petit capital africain. Dans tous ses accords, la volonté de stabiliser une bourgeoisie associée est évidente.

Indiquant dernièrement que l'Afrique passait à « l'ère des équipements lourds », Lipkowski ne manquait pas de souligner en outre les possibilités économiques ouvertes sur ce continent. Une demande de plus en plus grande se fait jour qui nécessite comme le soulignait le rapport Abelin « des procédures multilatérales de financements conjoints en y associant chaque fois que c'est souhaitable le secteur privé » autrement dit l'entrée en lice de capitaux privés de plus en plus conséquents. Ce n'est nullement un hasard que le rapport Abelin « au style obscur et aux intérêts clairs » (dixit le Monde) ait été l'œuvre d'un homme qui a été certes ministre de la coopération mais également un ancien d'ITT...

Il y a donc entre l'époque Pompidou et « l'ère Giscard » plus qu'un changement de style. On ne lutte plus contre les tendances de nouvelles données politiques à coup de putschs, on les assume : en témoigne le récent voyage de Chirac au Tchad. Une politique globale moins grandiloquente que sous le gaullisme, mais plus concertée, plus centralisée est donc en train d'être mise en œuvre. La convergence de trois initiatives politiques à Dakar est, on le voit, le fruit d'une planification ordonnée. Une étape vers une redistribution des rôles et des intérêts qui devrait trouver conclusion lors du prochain « sommet » franco-africain prévu en mai prochain à Paris.

JL. BOURRET



il y a... 105 ANS

### JOURNÉES DE 1871

« Le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ». C'est sous le signe de l'internationalisme que seront pris les premiers grands décrets. Au delà de la réalisation des revendications populaires immédiates : la remise des loyers échus pendant la guerre en octobre 1870 et leur rapport jusqu'en avril, la Commune décrète la suppression de la conscription, de l'armée bourgeoise, de la police et proclame la Garde nationale comme seule force armée. C'est l'armée du peuple : tous les citoyens valides en font partie.

D'autre part, les élus étrangers sont confirmés dans leurs fonctions en vertu de l'universalité de la Commune, comme le hongrois Léo Frankel de l'Internationale ouvrière, élu du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

La principale œuvre révolutionnaire de la Commune vient d'être réalisée : la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et son remplacement par celui des travailleurs.

### VIENT DE PARAÎTRE

## CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

L'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes  
Karl Marx

23

Travail et emploi

revue trimestrielle  
janvier-mars 1976

## notes politiques

### Les vases communicants

• Yves Milhoud, président de la fédération de Paris du Centre Démocratie et Progrès (CDP) vient d'annoncer sa décision de rentrer avec armes et bagages dans le rang des Républicains Indépendants. Honte aux mauvaises langues qui voudraient lier ce départ précipité à la déculottade subie par les centristes lors des élections cantonales. Le transfuge Milhoud n'agit qu'en son âme et conscience. Il a fait un choix cruel, après avoir analysé les profondes divergences qui séparent les centristes qui se disent giscardiens et les giscardiens dont le thème est « gouverner au centre ».

### Giscard va se fatiguer

• En début de semaine, le président de la République tiendra une réunion avec Chirac, Sauvagnargues et quelques autres pour préparer le Conseil européen des 1 et 2 avril. Mercredi, conseil des ministres ; jeudi et vendredi, rencontre des chefs d'Etat, membres du Marché commun et enfin samedi il recevra Anouar El Sadate, président égyptien. Hein, c'est pas un travailleur, notre président. Et dire que d'aucuns le traitaient de grande feignasse. Mais qu'est ce qu'il va être fatigué dimanche.

### Les prisons du désespoir

• Après la tentative de suicide de Roland Agret dans la prison des Beaumettes, son avocat, Me Borde, signale le cas de Robert Civita, condamné à quinze années de réclusion, qui lui aussi a tenté à maintes reprises de se tuer. Il avait commencé une grève de la faim lorsque l'administration a décidé de le transférer il y a une semaine à Fresnes afin de le séparer de ses avocats. Une mesquinerie de l'administration qui risque de coûter la vie à un homme.

### Publicité clandestine à la télévision

• André Rossi, porte-parole du gouvernement, vient d'adresser une lettre aux présidents de TF1 et de A2 dans laquelle il exprime sa préoccupation quant à la publicité clandestine sur ces deux chaînes. Tiens donc, ça existe encore la publicité clandestine à la télé. Et le gouvernement qui disait il y a trois ans que le problème était réglé.

ACHETEZ  
ROUGE  
TOUS  
LES JOURS  
DANS LE MEME  
KIOSQUE

## GEORGES (AMIENS)

### QUAND ON EST PAYE 1400 F PAR MOIS...

- l'usine occupée depuis trois semaines
- la CGT favorable au comité de grève

A l'heure où nous écrivons, la situation est au point mort car le patron refuse de négocier avec le Comité de grève. Comme le disait à notre correspondant un membre du comité de grève « le patron a peur de se retrouver devant une masse ; la discussion sera plus difficile pour lui car le Comité de grève réunit l'ensemble des ouvriers, aussi bien les monteuses que les employés ». Le patron, on s'en douterait, préfère négocier par catégorie et tenter de diviser les travailleurs, mais pour le moment ses tentatives n'ont eu aucun succès face à la détermination des grévistes. Ce qui est remarquable dans cette lutte, c'est la structure démocratique que se sont donnée les travailleurs de chez Georges : le Comité de grève compte 11 membres, non-syndiqués et syndiqués CGT (la seule section de la boîte) dont le délégué et les membres du C.E. ; ce qu'il faut noter, c'est que la section CGT a été dès le début favorable à l'élection d'un Comité de grève, car comme l'expliquait le délégué :

« C'est le moyen de réunir tout le monde, ça rend plus facile l'action. Le plus important c'est de se retrouver en masse devant le patron. » La volonté de faire accepter le Comité de grève par le patron est unanime chez les gars et à l'évidence cela renforce l'unité des ouvriers en lutte ; il suffit de voir le nombre d'occupants après 3 semaines de grève !

Déjà la solidarité s'organise : les grévistes du Parisien libéré sont venus et ont apporté 1000 F, les sections syndicales CGT et CFDT de la C.E.M.A. (autre entreprise métallurgique d'Amiens) et la section CFDT de la Caisse d'allocations familiales ont apporté leur soutien. En ce moment, la commission « Presse » s'efforce de populariser la lutte et de développer le soutien d'où qu'il vienne. La patron ne veut pas encore céder, mais la détermination des grévistes est intacte : « Quand on est payé 1400 F par mois, tu ne reprends pas le boulot pour rien ! »

Correspondant



## vie syndicale

### ROUSSEL-UCLAF (ROMAINVILLE)

#### LA CGT REFUSE DES LISTES COMMUNES

A Roussel, la section CFDT a envoyé une lettre aux syndicats CGT et FO (animé par des militants de L.O.) pour leur proposer des listes communes aux élections professionnelles : « Il doit apparaître, explique-t-elle, un front commun des organisations de classe des travailleurs. Ce front commun, réalisé sur la base d'un programme revendicatif minimum commun, permettrait de décider les hésitants, de redonner confiance à nombre de travailleurs et d'engager ainsi une dynamique de vote en faveur des candidats communs, contre la CFT, contre la direction » (aux dernières élections professionnelles, la CFT avait plus du quart des voix).

La CGT a refusé, en utilisant les arguments suivants :

« Nous déplorons sincèrement la division syndicale, d'autant plus que nous sommes la seule centrale à n'être pas née d'une scission du mouvement ouvrier (...) Ceci dit, et le pluralisme syndical étant un fait — regrettable et néfaste, mais réel — il nous apparaît illusoire de tenter d'y pallier par la constitution de listes communes laissant intactes les divergences fondamentales qui provoquent — pour le moment — la division syndicale ».

« Ceci n'exclut pas bien sûr l'unité d'action sur des objectifs communs, mais actuellement des difficultés résultant de l'attitude des différents syndicats face à la crise actuelle du capitalisme. En effet il ne suffit pas d'obtenir un salaire même « décent » (à un moment donné), la garantie d'un

« emploi équivalent » ou un Comité d'entreprise expurgé des élus CFT. Il est nécessaire dans la période actuelle, d'ouvrir aux travailleurs des perspectives claires, de proposer des solutions réelles à la crise, et non d'aménager celles-ci.

Le programme commun de gouvernement s'appuie sur la moitié des Français, 70 % des ouvriers, 50 % des employés, techniciens, ingénieurs, 30 % des cadres supérieurs. Voilà une revendication unitaire et qualitative, que seule la CGT défend. La nationalisation de l'industrie pharmaceutique est souhaitée par 62 % des français, et par un pourcentage bien plus grand de travailleurs de Roussel-Uclaf. Vous ne semblez pas l'envisager dans votre lutte.

Il serait donc dérisoire de faire des listes communes sur des objectifs limités, alors que l'enjeu est bien plus grand sur lequel l'unité des travailleurs grandit. C'est pourquoi nous déclinons votre proposition.

D'ailleurs le pluralisme existant, les travailleurs ont le droit de choisir, à la proportionnelle, ceux qu'ils veulent voir les représenter. Priver artificiellement de sièges des organisations qui obtiennent les voix requises (il s'agit de la CFT, NDLR) cela ne supprime pas les idées de ceux qui votent. Cela ressort du charcutage et de la cuisine électorale qu'illustre tristement le pouvoir en ce moment. Il est plus difficile de combattre les idées de l'adversaire, mais casser le thermomètre n'a jamais supprimé l'infection ».

## PEUGEOT BEAULIEU

### UN SECOND SOUFFLE ?

- Manifestation de 1000 travailleurs devant Sochaux.
- négociations ce matin.

La direction qui espérait une rentrée massive pour ce matin a vu ses projets tomber à l'eau : certes la rentrée a été plus massive que vendredi, mais ce furent surtout des ETAM qui passeront les portières.

Les forces vives de la lutte ont démontré ce matin qu'elles restaient mobilisées ! Après un meeting dans la cantine extérieure à l'usine, une manifestation d'un millier de travailleurs s'est formée ; elle s'est dirigée d'abord devant l'inspection du travail, puis a occupé pendant une heure et quart la gare de Montbéliard en stoppant toute circulation sur les voies. Elle s'est finalement terminée à Sochaux à l'heure de la sortie, où pour la 1<sup>re</sup> fois depuis longtemps des mots d'ordre retentissaient : « 300 F ! Non aux licenciements ! Peugeot peut payer ! Sochaux-Cycles solidarité !... »

Dans cette manifestation s'est exprimée la volonté de lutte de ceux qui pensaient que rentrer c'était voter les 47 licenciements que Peugeot aimerait bien maintenir.

Peugeot a certes marqué des points en faisant intervenir des flics hommes demain qui jour et nuit hantent l'enceinte, qui le protègent ouvertement, lui son empire et ses hommes demain... Une nouvelle preuve a été donnée dans la nuit de vendredi à samedi : autour de

l'usine rodait un break 504 de couleur blanche, immatriculée 9164 QG 25, ses occupants portaient des cagoules et avaient au moins un fusil... mais quand les travailleurs sont allés prévenir les flics, ces derniers ont tout simplement refusé de la perquisitionner et l'ont laissé partir ! Autre détail piquant : cette voiture fait partie du parking Peugeot qui prétend qu'elle lui a été volée !

Aujourd'hui, donc à la 3<sup>me</sup> semaine de grève, la division syndicale et le manque d'objectifs donnés aux grévistes risquent d'être utilisés par la direction pour n'accorder que peu de choses ; le fait que les secteurs essentiels tournent et que le risque de chômage technique pour Sochaux et Mulhouse soit donc relativisé met également la direction en bonne position. Mais elle ne peut pas par ailleurs se permettre de laisser durer une grève qui commence à devenir un exemple pour tous. Les travailleurs qui sont rentrés l'ont fait en effet plus par lassitude et manque de fric et de perspectives que parce qu'ils se désolidarisent de la lutte. Ceux des Cycles ont vraiment ouvert une nouvelle ère dans l'empire Peugeot, celle de sa remise en cause !

CORRESPONDANT BEAULIEU

## USINOR, RHONE-POULENC TROIS MORTS EN TROIS JOURS

A Usinor, avant-hier matin un OS de 30 ans qui travaillait au train à bandes a été trouvé mort entre deux bobines. Rhône-Poulenc, vendredi 26 : deux travailleurs sont morts alors qu'ils réparaient une fuite sur une cuve de phthalique de 1000 tonnes remplie à moitié. Quatre minutes avant l'explosion, les responsables des travaux constataient que le travail de soudure se déroulait normalement. Un des travailleurs a été projeté et l'autre écrasé sous la cuve qui avait été déplacée sous la violence du choc ! Il a fallu huit heures pour trouver une grue et déloger le corps. Une réunion du comité d'hygiène et sécurité a eu lieu dans l'après-midi. La CFDT et la CGT demandaient la libre circulation et un mandat permanent pour permettre aux membres du CHS d'organiser une enquête, elles demandaient aussi la possibilité pour chaque organisation de suivre toute expertise. A l'appel des familles des victimes les organisations étudient la possibilité d'attaquer la direction en partie civile. Aujourd'hui, les travailleurs de Chauny (Aisne) sont en grève en signe de deuil.

Correspondant

## TOULOUSE

### LES CHOMEURS AVEC LA CFDT-EGF POUR LE GAZ ET L'ELECTRICITE GRATUITS

Les chômeurs s'organisent et luttent :

Toulouse : Le Comité des chômeurs CFDT a entamé depuis plus d'un mois une campagne pour la gratuité du gaz et de l'électricité pour tous les chômeurs ; il travaille pour cela en liaison directe avec les militants CFDT de l'EGF dont la Fédération s'est prononcée nationalement pour la gratuité, par l'attribution d'une subvention des pouvoirs publics aux chômeurs. Des pétitions réclamant la gratuité ont été signées massivement par les chômeurs, d'autres, de soutien, circulent dans les sections syndicales. Dans l'immédiat, le Comité envisage une délégation auprès des pouvoirs

publics de Toulouse et de la direction régionale de l'EGF.

Nantes : Le Comité des chômeurs CGT a tenu samedi dernier un stand à la Braderie de Nantes, avec prise de parole, ventes du journal du Comité, etc... Sa présence reçut un bon accueil de la population mais ne plut pas à tout le monde :

les flics tentèrent l'après-midi d'intimider les chômeurs mais ceux-ci ripostèrent en profitant de l'attroupement créé par les contrôles policiers pour tenir un mini-meeting. La population exprima sa solidarité en versant de l'argent et achetant le journal.

Correspondants Toulouse et Nantes

## en lutte

● Laval-Mayenne : Grève avec occupation à l'usine Coutil (textile) de Laval : l'ensemble du personnel ouvrier (210 sur 250) occupe l'usine depuis jeudi dernier, bloquant les stocks de tissus ; cette action, s'est engagée à l'appel de la section CGT de la boîte, seul syndicat, pour 1 F d'augmentation par heure pour tous, une prime d'ancienneté et une prime d'équipes ; une entrevue avait lieu hier avec la direction. Cette lutte s'inscrit dans la vague de grève qui a lieu actuellement en Mayenne (occupation des Etablissements Bellanget à Laval et Ernay, ceux-là mêmes qui fabriquent les pots d'échappement bloqués par la grève de Peugeot Beaulieu débrayages, victorieux contre les cadences à Moulinex, débrayages massifs à la LMT de Laval) ; la question de l'unification des luttes de ceux du textile dans la région (l'entreprise Textile du Vermandois, dans la même ville, est également en lutte) est à l'ordre du jour. Correspondant

● Holding Metal (ex Nickel Penaroya) : tentative de licenciement de six délégués au siège social à Montparnasse-Paris ; en riposte à cette tentative de la direction, une assemblée de deux cents personnes s'est tenue, et mardi dernier le conseil de direction a été interrompu par les travailleurs ; celle-ci refuse de discuter et a convoqué les six délégués en même temps qu'elle envoyait six lettres de licenciement. Correspondant

● Roubaix : International Harvester of France (Croyes, banlieu de Roubaix). Plusieurs centaines d'ouvriers à l'AG convoquée lundi matin par les organisations syndicales CGT et CFDT. A l'unanimité, on décide la poursuite de la grève démarrée mercredi 24. La rencontre du vendredi 26 avec la direction nationale de l'entreprise n'a rien apporté ; celle-ci refuse de discuter sur les propositions syndicales à savoir : 150 F pour tous au titre du rattrapage de l'année 75, 100 F d'augmentation mensuelle pour tous, 600 F de prime de vacance pour tous au lieu de 380 F proposés. Extension des congés d'ancienneté. Réajustement de la grille de la classification des ouvriers de la métallurgie.

Alors que les commandes affluent à nouveau, les ouvriers du groupe sont bien décidés à obtenir gain de cause ; ainsi, devant l'intransigeance de la direction, les travailleurs d'I.H.F. St-Dizier (Haute-Marne) ont réinstallé leur piquet de grève. Les liens s'organisent entre l'usine de Croyes et celle de St-Dizier, reste à opérer la jonction entre les autres usines en lutte dans la région : Massey Ferguson (matériel agricole) à Marquette-les-Lilles ; Béghin Say à Corbeheim (Pas de Calais) ; Tiberghien (textile) à Tourcoing ; à Boléro Ferrola tex Roussel (textile) à Roubaix ; S.T.M. alimentation à Ambourdin-les-Lilles ; Usinor Dunkerque. 2000 F pour tous, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !

Correspondant

● Châlons : Le personnel de Framatone, réunis lundi en Assemblée générale, a décidé à l'unanimité de se mettre en grève avec occupation.

Correspondant

## LES FEMMES AU TRAVAIL

- De 26,8 % à 36,6 % voilà ce qui sépare les salaires des femmes de ceux des hommes dans le tertiaire.
- selon les qualifications des écarts qui vont de 10,5 % à 46,2 % dans les assurances

Longtemps considérée comme le grillon du foyer, la femme française n'est entrée que récemment dans le monde du travail. Jusqu'à la libération, elle a joué le rôle de « bouche-trou » : à l'usine, lorsque les hommes partaient à la guerre, au fourneau

durant les périodes de paix. Aujourd'hui, si l'on s'en tient aux bilans tirés par la bourgeoisie et le patronat tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Alors les femmes et le travail ? Un problème dépassé ?

### Des chiffres et des femmes

Les statistiques, c'est toujours ennuyeux, mais souvent révélateurs. Ainsi, en 1974-75, les femmes de plus de quinze ans sont 19 678 852, en France s'entend. Hé bien, 32 % d'entre elles travaillent tandis que 72 % des 15 873 496 français ont un emploi. L'origine de ces chiffres ? Le très respectable Bureau International du Travail. Par tranches d'âge, ce rapport de 1 à 2,5 demeure avec toutefois, de nouvelles données (cf tableau).

On remarque que le pourcentage maximum, chez les hommes est atteint entre 25 et 49 ans tandis que chez les femmes on constate un fléchissement dans cette même tranche d'âge. L'explication en est simple. Les hommes poursuivent généralement leurs études (pour ceux qui en ont la possibilité bien entendu) jusqu'à leur terme, c'est-à-dire 24-25 ans. Puis, ils arrivent sur le marché de l'emploi. A l'inverse, les femmes cherchent généralement plus tôt un travail, mais le quittent dès le mariage et la première maternité. Cette fonction de mère et d'épouse telle qu'elle est définie dans la société actuelle reste l'un des facteurs prédominants quant à l'inégalité des sexes face au travail. Il faut enfin noter que la France détient un triste record européen avec 500 000 travailleurs de plus de 65 ans. Elles ont pour métier la confection à domicile ou le ménage des autres. Et c'est là une conséquence directe d'un système qui veut que durant la majeure partie de sa vie une femme accomplisse

un travail de mère, d'épouse sans qu'elle puisse jamais s'assurer une retraite, pour ses vieux jours.

### A travail, salaire inégal

Quand elles ont la chance de pouvoir travailler, les femmes n'en deviennent pas pour autant, aux yeux des patrons l'égal de l'homme. En moyenne, les salaires féminins sont de 33,7 % plus bas que ceux des hommes. Les raisons invoquées rivalisent de stupidités et d'ignominie : faiblesses, manque de productivité, le tout, bien sûr, inhérent à la nature profonde de la femme. Cette disparité de salaire est importante dans le secteur ouvrier (31 %) avec une augmentation de l'écart dans les secteurs d'activité « très féminisés ». Le textile, par exemple, dont 50 % du personnel est de sexe féminin, connaît une différence de 42 % entre les salaires ; dans l'habillement : 83 % de femmes, écart de 60 % ; hygiène : 62 % de femmes, 41 % d'écart, etc. Et puisqu'il paraît que le régime a tout fait pour favoriser la promotion de la femme, notons que cette différence augmente au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie et atteint 55 % chez les cadres supérieurs. Bien souvent pour justifier de tels écarts, le patronat évoque ce mythe des travaux uniquement féminins ou plus cyniquement parlent de la non-rentabilité. Quant aux discours des Giscard-Giroud et consort, ils masquent mal la réalité qui est celle de la femme dans la société ; dernière embauchée, première licenciée et toujours sous-payée.

A. P.



HOMMES			FEMMES	
Âges	Total	Travaillent en %	Total	Travaillent en %
65	2 562 360	19,3	4 100 124	8,2
60-64	1 248 908	65,7	1 422 636	32,4
55-59	1 354 184	82,5	1 469 264	42,3
50-54	952 944	91,4	1 006 020	45,3
30-49	6 503 396	96,7	6 377 658	43,2
25-29	1 480 552	95,1	1 381 968	50,7
20-24	1 934 952	82,6	1 850 840	62,3
15-19	2 146 908	42,8	5 779 176	31,3

## TRIBUNE des luttes

### BRETONCELLES LA PAROLE EST A L'ACTION

Devant la situation de pourrissement où nous laissent les pouvoirs publics : alors que Ouest France affirme dans une enquête, que notre département manque de professionnels, à Bretoncelles une dizaine de P3 se voient sans travail.

Aujourd'hui 25 mars, la section syndicale CFDT, le Comité de lutte viennent de donner un avertissement à la direction Sodem, après une incursion dans nos ateliers où nous avons pu constater que certaines machines de l'outillage sont mieux équipées électriquement ainsi que l'apport d'une nouvelle perceuse.

De qui se moque Chevrier en prétendant qu'il n'a pas besoin de professionnels ?

Depuis le 10 mars, le chômage est terminé. Comme nous l'avons déjà dit, « ventre affamé n'a pas d'oreille » — 17 travailleurs sont encore sans emploi et sans possibilité d'en trouver.

La direction de la Sodem a rompu l'accord de priorité d'embauche aux ex-Piron (conclu en présence de la section syndicale CFDT et de l'inspecteur du travail).

La direction de la Sodem a rompu les négociations.

La parole est à l'action.

Section syndicale CFDT Comité de lutte édu.

### Beaujon une atteinte à la promotion professionnelle

Mardi dernier, 23 mars, le personnel de l'Assistance publique est allé porter une pétition avenue Victoria pour protester contre une nouvelle note de service portant atteinte à la promotion professionnelle.

Dans les hôpitaux de l'Assistance publique il est possible d'entrer à l'École d'infirmières par la promotion professionnelle. Jusqu'à maintenant il suffisait d'être entré l'année précédant le concours pour passer cet examen d'entrée à l'École d'infirmière. Mais fin février, l'administration centrale a sorti une note de service spécifiant que seuls les agents étant titulaires et ayant un an d'ancienneté en tant que titulaires pourraient se présenter cette année.

Ainsi un bon nombre d'agents qui avaient suivi des cours préparatoires à ce concours se sont vus refuser leur candidature. On verrait mal l'Education nationale changer les règlements du baccalauréat à quelques semaines de cet examen. A Beaujon, une lettre ouverte protestant contre cette atteinte à la promotion professionnelle a été envoyée à Madame Veil, ministre de la Santé, et à M.M. Vial et Lafouge qui s'occupent de l'enseignement au niveau de l'Assistance publique. Elle a été également envoyée à M.M. Pallez et Laporte.

Des chefs de service de l'hôpital Beaujon (M.M. Aboulker et Baumann) ont pris position contre cette note de service en écrivant eux aussi à l'administration centrale.

Syndicats CGT et CFDT, Hôpital Beaujon

## LYON

### Lutte des caristes des Cables de Lyon et répression syndicale à la SNAV

● Depuis le 17 mars, les caristes de l'usine de Lyon sont en grève pour 300 F et la professionnalisation. C'est seulement une semaine après que les directions syndicales prennent en charge la mobilisation de l'ensemble de l'usine, et si les deux premiers débrayages ont été dynamisant, le troisième a marqué un reflux. Trois semaines de grèves aux Cables à Reims, une semaine de grève des caristes de Lyon, débrayages des caristes de Clichy A, de Clichy B, et de Bezons, trois débrayages de deux heures sur l'ensemble de l'usine du personnel de Lyon. Tout était pratiquement prêt pour avancer vers une lutte massive et coordonnée sur les usines du groupe Cables... pourtant Reims reprend, les caristes de Lyon sont démoralisés (plusieurs ont reçu un avertissement ou une mise à pied, quatre sont en maladie et deux ont repris le travail). La coordination des syndicats n'a pas « marché ». Ils ne cherchent pas une lutte d'ampleur, tout est fait pour morceler les luttes. A Lyon la combativité est grande, elle demande que le mouvement s'amplifie, ce que ne pourront pas faire les débrayages de deux heures par jour. C'est une grève de 24 heures reconductible qu'il faudrait, mais si l'idée est reprise par beaucoup, les directions syndicales font tout bloquer : refus d'organiser de réelles assemblées générales qui permettraient à l'ensemble des grévistes de décider de sa poursuite et aucune proposition d'actions, ce qui laisse les travailleurs sans perspectives.

(Correspondante)

● La grève avec occupation se poursuit à l'atelier des containers de la SNAV-Vénissieux pour 250 F pour tous, contre le racisme, les mauvaises conditions de travail et les déclassés.

Cette réponse brutale de la direction a été rendue possible par l'isolement des grévistes, car la section CGT majoritaire à 70 % dans l'entreprise ne soutient pas dans les faits la grève. La CFDT reste seule à soutenir à fond les grévistes. Débrayages d'une heure de soutien à l'appel de la seule CFDT, collecte organisée sur d'autres boîtes uniquement par le fait des sections et de l'UIB CFDT (marché de Vénissieux, Montabert, Paris-Rhône, etc.) Malgré cela l'isolement des grévistes est grand et la direction en a profité.

Il faut absolument un front uni des organisations syndicales contre la répression, les licenciements et les mises à pied. Il faut étendre la riposte aux camarades de la métallurgie lyonnaise, il est même possible d'aller plus loin, de donner un sens réel aux volontés qu'affirme la CGT de coordonner les luttes sur l'ensemble du groupe : mettre en place une réelle coordination unitaire CGT-CFDT capable d'impulser et d'initier les luttes Solidarité aux grévistes et aux licenciés !

CFDT-SNAV ; chemin du Génie 69200 Vénissieux ; CCP Lyon 155499

Correspondant Vénissieux

## Rehaut-Fougères :

### 230 employés seulement, ça ne fait pas le compte

Fougères, en février : Trois usines de la Chaussure ferment coup sur coup. Six cent trente employés de Rehaut, cent soixante de chez Maunois et deux cent soixante dix de Morel, soit mille cent travailleurs vont s'ajouter aux quinze cents déjà sans travail sur une population active de neuf mille personnes : une paille ! Ceux de Rehaut occupent leur usine dès l'annonce de la liquidation. Depuis, pouvoirs publics, élus locaux et patronat s'emploient à lanterner les travailleurs lors d'une entrevue à la Préfecture de Rennes le 25 février, un industriel, M. de Thoran, se déclarait prêt à reprendre Rehaut mais avec 230 employés seulement, soit 400 en moins : avec quelques autres promesses, on arrivait à 540 « emplois préservés » sur la ville ; les autres à la queue de chômage ! Les travailleurs et leurs syndicats CGT et CFDT exigent, eux, deux mille emplois, dont mille immédiatement. Aujourd'hui M. de Thoran retire sa proposition de reprise de Rehaut, car, selon lui : « La mise en place et l'organisation de l'outil industriel ne peuvent se faire dans une usine occupée, avec des stocks bloqués. » De même, il remet ses projets d'implantation d'usines électroniques dans ses cartons. Finies les belles promesses. La lutte des chaussonniers de Rehaut continue : elle s'annonce longue et dure. Mais d'elle dépend l'avenir d'une région qui veut vivre.

Correspondant Fougères

## armée

Une semaine après la mort de Jean-Paul Philippe au 6<sup>e</sup> RPIMA

### UNE ENQUETE BACLEE... POUR CACHER QUOI ?

Une semaine après la mort de Jean-Paul Philippe, l'appelé mort au 6<sup>e</sup> RPIMA de Mont-de-Marsan, tous les communiqués officiels semblent concorder : R.A.S. Rien à signaler car il n'y a pas l'ombre d'un doute possible : Jean-Paul a « succombé aux conséquences d'un délire éthylique ». Donc : prise d'arme et bonnes paroles du chef de corps, la vie n'a plus qu'à continuer, les prochaines manœuvres à se préparer. Dans l'enthousiasme propre aux unités d'élite, naturellement.

Mais ça ne nous empêchera pas, mauvais esprits que nous sommes, de relever une à une toutes les approximations et contradictions de la (très) courte enquête menée sur cette affaire par les autorités dites compétentes.

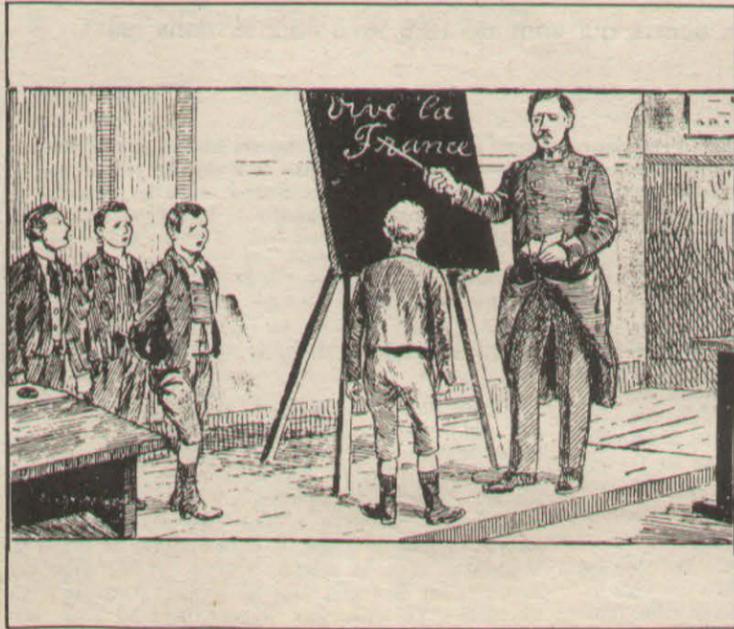
1. Sur l'origine même de l'affaire. Première version : une bagarre éclate dans une chambrée. « Voyant le sang couler, Philippe est pris d'une crise de delirium éthylique, il ne put être maîtrisé par ses camarades que lorsqu'épuisé, il se laissa tomber à terre. » Dans la deuxième version, on précise simplement qu'il « n'avait été que difficilement maîtrisé ». Détail ? Pas tellement car cette approximation a pour avantage (pour les militaires) de passer sous silence ce que les soldats, camarades de Philippe, ont immédiatement signalé : Philippe a été conduit à l'infirmerie maintenu dans une veste de treillis transformée en camisole improvisée.

2. A l'infirmerie, « le médecin aspirant de garde lui administre un traitement calmant pour la nuit ». Quel traitement ? C'est important

car tous ne sont pas particulièrement compatibles avec l'alcool. Philippe, a-t-il d'autre part passé la nuit « camisolé » ?

3. Mardi matin, vers six heures, « Philippe appelle l'infirmier de garde qui le trouve au pied de son lit ». Encore ivre ? Ou encore camisolé donc incapable de bouger ? Toujours est-il que « l'infirmier l'arrange afin qu'il puisse se reposer dans cette position ». Quelle position ? Par terre, dans le lit ? Attaché ou pas ? L'infirmier va chercher le médecin. « A son arrivée, une demi-heure plus tard, celui-ci constate que Philippe avait cessé de vivre. » Voilà pour la première version. La deuxième est totalement contradictoire. C'est l'infirmier qui « découvre » Jean-Paul Philippe au pied de son lit, et il est « inconscient ». Pourquoi ce changement ?

La gendarmerie est prévenue. Mais la Sécurité militaire aussi. On est habitué, par les temps qui courent, à la voir « descendre » à tout propos dans les casernes, mais qu'a-t-elle à faire dans le cas présent ? Sa présence ne constituerait-elle pas une pression sur les témoignages possibles des appelés ? Une enquête sur le moral (c'est l'explication qui a été donnée) se serait plutôt justifiée quelques jours avant, pendant les manœuvres du régiment. Manœuvres qui se sont déroulées dans des conditions tellement pénibles que, selon ses camarades, elles sont responsables de l'état dépressif de Philippe et de son enivrement ce soir là. On en vient alors à douter que ce soit uni-



quement pour préserver le moral des troupes que des permissions aient été distribuées en masse dans le régiment, en cours de semaine, ce qui est plutôt exceptionnel. Un peu comme si - mauvais esprit toujours - on voulait éviter que les principaux témoins de l'affaire quittent momentanément les lieux...

Un mort, une enquête bâclée, c'est sans doute bien assez selon certains pour faire oublier la triste histoire d'un jeune homme de la Ciotat venu accomplir son service national dans un régiment de choc de la région des Landes.

Chaque fois que des appelés sont morts à l'armée, les enquêtes menées n'ont apporté qu'une sorte de preuve : celle de la capacité des militaires à dissimuler leurs responsabilités, à rendre les appelés coupables... de leur propre mort. Ce sont des commissions d'enquête civiles qui doivent être constituées à chaque fois, composées de représentants des organisations ouvrières. Seules des commissions de ce type permettraient aux appelés de témoigner sans contrainte et sans pression.

J.F.V

## l'homme des casernes

### COMMUNIQUE DU 1er RS DE SPIRE

Le 1er Régiment de Spahis (cavalerie légère, détachement d'avant-garde), habituellement stationné à Spire, vient d'effectuer une manœuvre suivie d'un séjour au camp US de Wildflecken (à proximité de la RDA). Manœuvre extrêmement réussie, aux résultats significatifs : dans des conditions optimales, la moitié des engins blindés du régiment tombent en panne, au cours de la manœuvre, comme à l'accoutumée. Imaginons un instant l'efficacité d'un tel régiment lors d'un conflit... « Puis-je affirmer aux Français qu'ils peuvent compter sur leur armée ? » reconnaissait un officier supérieur.

20 % des impôts salariaux partent au budget de la Défense ; une journée de tir à Wildflecken revenait à 10 millions d'AF. 10 millions d'AF pour beaucoup de fumée, des monceaux de métal et d'indifférence générale. Nous n'étions là que pour écouler les stocks de munitions.

Si l'indifférence était générale, l'oisiveté l'était aussi, meublée alors par des saouleries collectives et un trafic intense de revues pornographiques chez les gradés et par suite chez les appelés. L'armée est malade, pour quoi le taire ?...

Pourtant l'armée n'est pas une prison. Il y a pire ailleurs... On proposa aux spahis une visite éducative sur le rideau de fer. « Vous allez voir ce qu'est la liberté » dit un sous-officier.

Ah oui ! Nous sommes libres, libres de financer un système de défense gaspilleur et infirmé par l'expérience, libres de perdre un an inutilement, libres de se grouper à l'armée. Drôle de liberté ! Liberté bafouée...

### LES CHARMES DE LA VIE MILITAIRE VUS PAR LE « FANTASSIN ENRAGE »

Au 153<sup>e</sup> RI de Mutzig, ce sont les petits riens qui font le charme quotidien de la vie de l'appelé :

— Un soldat s'est vu refuser une perm. alors que sa compagne était sur le point d'accoucher. Il n'est pas marié, il est vrai...

— Si vous aimez faire de la « musique », il y a tout ce qu'il faut. Même une salle de répétition d'ensemble dans un grenier, où l'on doit mettre des boules quiès dans les oreilles pour supporter les décibels. Quant au répertoire, c'est celui de l'armée nazie. Un détail...

— On a aussi de l'« humour ». Cela camoufle mieux les brimades et les fait mieux accepter.

— A la cuisine, avec 8,80 F par jour, on ne peut faire plus et d'ailleurs c'est très bien. Avec les tomates nécessaires à la salade, on joue au foot-ball...

Le « Fantassin Enragé », n° 6, journal du Comité de soldats du 153<sup>e</sup> RI donne, en 3 pages et quelques dessins, la signification de tous ces petits détails qui cachent mal les gros godillots de l'autorité militaire.

## LE MOUVEMENT DES SOLDATS EN ITALIE par J-Y Potel

### 2/ CONTRO IL REGOLAMENTO FORLANI

(Contre le règlement Forlani)

Rome, le 21 novembre 75, au siège de la FLM (syndicat unitaire de la métallurgie) : 220 délégués de 133 casernes se retrouvent. Mille obstacles (suppression des perms, piquet d'alerte, etc...) ont dû être déjoués pour se rassembler là. L'échéance, annoncée publiquement, est préparée de longue date. On vient de toutes les garnisons du pays, des collectes dans les compagnies ont permis de payer les voyages. La coordination de Rome a organisé un service d'ordre de soldats qui filtre les entrées. A la tribune, des soldats aussi, sous la présidence de Mario Barone de la Magistratura Democratica (équivalent du syndicat de la Magistrature en France). Dans la salle, une délégation de la Bourse du Travail, une autre du mouvement des sous-officiers démocratiques. A l'ordre du jour : comment s'organiser ; la restructuration des forces armées, les objectifs de lutte et la préparation d'une journée nationale de manifestations ; les rapports avec la classe ouvrière ; la vigilance antifasciste et la lutte contre les espions et la provocation.

#### Des délégués mandatés

La préparation de cette réunion a favorisé l'élargissement de la mobilisation et des discussions dans de nombreuses casernes. Souvent des assemblées générales réunies dans les chambrées ou pendant les « cours de morale », sous la protection d'un service d'ordre de soldats, ont mandaté les délégués après une discussion démocratique. Une plate-forme de lutte locale est la plupart du temps articulée sur la bataille générale contre le règlement Forlani. On peut citer l'exemple, parmi d'autres, de la caserne Rossani à Pavie. Ici, deux assemblées générales de préparation, auxquelles étaient invitées les organisations politiques et syndicales de la ville, se sont tenues à l'extérieur de la caserne.

A l'issue de l'assemblée de Rome une déclaration de lutte contre les restructurations de l'armée italienne est adoptée à l'unanimité. Le règlement Forlani, qui symbolise ces restructurations, « représente de la manière la plus claire la volonté de la hiérarchie militaire, de l'OTAN et du gouvernement d'étouffer tout mouvement visant au développement de la démocratie et à l'amélioration des conditions de vie des militaires à l'intérieur des forces armées... La bourgeoisie italienne et l'impérialisme américain veulent transformer les forces armées italiennes en un instrument plus efficace et politiquement plus sûr pour une politique

agressive en Méditerranée et contre la montée révolutionnaire. » La résolution appelle à une grande journée de lutte le 4 décembre 75 sur les mots d'ordre suivants :

1) Contre le règlement Forlani, pour l'élimination de tous les articles contraires à nos droits civils et politiques ;

2) Pour le droit d'assemblée et pour l'élection de délégués révocables ;

3) Pour la défense de notre vie, de nos droits et des acquis des travailleurs, pour qu'aucune « exigence de service » ne puisse jamais être utilisée contre ces droits et ces acquis ;

4) Pour le droit à une participation complète à la vie politique, et plus particulièrement aux activités des organisations des travailleurs.

Les soldats sont également présents le 12 décembre aux côtés des travailleurs de la métallurgie.

#### Grèves et rassemblements

Le 4 décembre sera un succès. La journée est marquée dans plus de cent casernes, par des grèves de la bouffe, des rassemblements silencieux, des minutes de silence debout dans le réfectoire. Le soir, dans de très nombreuses villes les soldats et les sous-officiers descendent dans la rue. Avec eux, des travailleurs à l'appel de comités d'usine ou de syndicats, des étudiants, des ouvriers qui occupent les maisons vides ou du « Comité de liaison » des petites usines en lutte, des chômeurs organisés. A Rome, où la manifestation est la plus importante, 1000 soldats et 500 sous-officiers manifestent. Les ont rejoints : un groupe d'officiers, des délégations de travailleurs d'usines occupées, des étudiants et lycéens.

Après cette journée, la hiérarchie contre-attaque. Des dizaines de soldats sont emprisonnés, d'autres mutés. Forlani désigne onze soldats des « lagunari » (corps spécial, bijou des états-majors, mais où le mouvement est très fort) comme boucs émissaires. Dans les journées qui ont suivi leur arrestation, au moment du procès en janvier dernier, les soldats ont engagé un vaste mouvement de solidarité : prise de parole dans les quartiers, dans les écoles, les dansings, les comités d'usine, les églises. Deux manifestations ont traversé les rues de Mestre à quelques jours d'intervalle. Les onze soldats ont été libérés avec de faibles peines.

DEMAIN : L'ORGANISATION DU MOUVEMENT ET SES DEBATS



costruire gli organismi di massa dei soldati significa portare nelle caserme la forza del movimento di classe



## COLLER A LA VIE QUOTIDIENNE DES GENS

Je suis assez déçue par la rubrique « Vie quotidienne », je ne la voyais pas sous cet angle là.

La vie quotidienne, notre vie quotidienne, qu'est-ce que c'est ?

C'est se lever le matin, aller au boulot, amener les mômes à la crèche ou à l'école, rentrer le soir, crevé, récupérer les gosses, faire la bouffe et le soir regarder la télé, sortir chez des copains ou aller à une soirée « culturelle », si on en a le temps et si on n'a pas une réunion politique ou syndicale.

La vie quotidienne, c'est les problèmes de tous ordres que l'on a avec ses gosses, son mec ou sa nana, son voisin, son proprio, son patron... et qu'on va essayer si possible de résoudre collectivement.

Or bien souvent, je ne parle pas pour les militants révolutionnaires organisés, on manque d'informations sérieuses, on a le sentiment d'être impuissants. Je prends un exemple : tel locataire est en difficulté avec son propriétaire. Quels sont ses droits ? Comment peut-il se défendre ?

Il n'ira pas spontanément trouver un avocat ; par contre, s'il a lu dans le quotidien un article traitant de ce problème, l'informant de l'existence de comités de locataires, il aura trouvé une arme pour se défendre (...)

Cette rubrique « vie quotidienne » doit attirer des gens qui sont faiblement politisés en priorité, c'est pourquoi elle doit coller à leur « Vie quotidienne » tout en les faisant progresser politiquement. Le quotidien peut et doit jouer un rôle immense à ce niveau, d'autant plus que le vide est immense.

Une camarade de Mende

## A PROPOS DE LA PEDERASTIE

A la suite de notre article sur l'affaire de Digne, un lecteur nous écrit :

« Combien d'enfants ont des rapports amoureux homosexuels avec leur moniteur ou monitrice, leur instituteur ou institutrice ? Mais évidemment ces derniers ont alors recours à leur rôle pédagogique, protecteur, pour nier le désir des enfants et le leur... »

Quant à la position du PSU des Alpes de Haute Provence disant que « tous les rapports sexuels sont possibles et souhaitables s'ils ne

sont pas des rapports de pouvoir » on peut être d'accord dans l'absolu, mais cette position sous-entend qu'il existe dans notre société phalocratique des rapports sexuels et affectifs qui ne soient pas des rapports de pouvoir. Tous les rapports sexuels s'expriment actuellement dans des rapports de pouvoir et non pas uniquement les rapports pédérastiques comme le dit le dernier paragraphe de l'article : « Protéger nos enfants... »



## A PROPOS DE F. DELIGNY UN MILITANT S'INTERROGE

D.A. termine son article en s'interrogeant sur la validité de l'expérience Deligny. Oui, il s'agit d'une impasse, encore faut-il dire pourquoi la méthode exposée est fautive. On ne veut pas soigner ces enfants autistes, on ne veut pas les tirer vers le langage, soit, mais est-il nécessaire de les murer davantage dans le silence ? Ces enfants, s'ils refusent le langage, sont par contre parfaitement conscients que le monde des « normaux », des adultes, est un monde où l'on parle. Ne pas leur parler, n'est-ce pas manquer de naturel et leur poser un problème supplémentaire ?

Manque de naturel, constipation, c'est la dominante de ce film. Un seul sourire dans le film ! Il baigne dans une atmosphère de tristesse...

Le film présente un stéréotype



## DANS VOTRE COURRIER

Nombre d'articles publiés dans les pages « Vie quotidienne » et « société » suscitent des débats et des réactions nombreuses de nos lecteurs. Pour nous, ces débats sont ouverts et les prises de position de nos lecteurs contribuent largement à les faire progresser. C'est pour cela que nous leur donnons la parole aujourd'hui. Nous le ferons périodiquement.

d'un certain retour à la terre en pays cévenol, chèvres, flûtes, tambourins, lessive à grande eau, promenades... Cet enfant là est un film sur le retour à la terre sur fond d'autiques, pas un film sur le problème des autiques et il y a supercherie. Bien sûr, le scandale de l'asile est aujourd'hui tellement évident (particulièrement dans le cas des enfants) que tout ce qui présente en rupture avec ce système bénéficie d'un préjugé favorable. Mais la solution est encore loin, alors aidons à poser les problèmes réels, comme tente de le faire par exemple Fous à délier ou d'autres œuvres.

A.B. militant de la LCR

## SUR « FOUS A DELIER » SIMPLISME ATTRISTANT

Voici quelques réflexions à propos de l'article de Philippe Verdon sur Fous à délier (Rouge N° 7). Verdon dit qu'en envoyant les inadaptes à l'usine, on replonge les psychiatisés dans les structures qui les ont rejetés : c'est d'un simplisme attristant. Est-ce que le caractère psychogène de la société capitaliste ne tient qu'à l'atmosphère de l'usine ? Surtout dans un atelier où les ouvriers ont accepté d'accueillir des psychiatisés et où la solidarité ouvrière se manifeste ?

Cette façon de présenter les choses tient plus d'une aversion pour le travail industriel que d'une analyse sérieuse ; bien sûr, l'exploitation ça existe, l'aliénation aussi. Mais le chômage, c'est pire encore : il suffit de voir les études récentes sur les troubles psychosomatiques des chômeurs.

Le capitalisme a étendu son emprise sur l'ensemble des rapports sociaux. Refuser de réinsérer un exclu dans la production (alors qu'il le désire), c'est le priver d'une insertion dans un groupe social (l'atelier), le priver de la possibilité d'avoir des compagnons de travail (même si le travail est parcellisé) et le laisser dans une société qui est pathogène aussi par le mode d'habitat, l'anonymat, les loisirs aliénés, etc.

Que signifie : « créer des structures familiales artificielles dont la raison d'être est l'argent ? ». Encore une réflexion épidermique, à cent lieux d'une analyse intelligente. Si un couple accueille des psychiatisés, il est normal qu'il

soit dédommagé pour les frais ou le travail que ça demande. Le bénévolat, me semble-t-il, a été déjà dénoncé suffisamment. Peut-être Verdon a-t-il encore des illusions à ce sujet ?

« Le pouvoir du psychiatre » : parlons-en ! (...) Le film montre justement que le psychiatre n'intervient pas dans le processus engagé pour supprimer l'état d'interne ; ce que le film dit, c'est que ces gens ne sont pas plus fous que vous et moi.

Quant à la stratégie politique : pour une fois que des réformistes ne reprennent pas le discours bourgeois sur la folie, la marginalité, ne faisons pas la fine bouche ; pour une fois qu'ils engagent une transformation des rapports sociaux, et non une simple lutte électorale !

C'est dès maintenant qu'il faut engager une lutte contre le capitalisme tant au niveau du pouvoir d'état central qu'au niveau de toutes les déterminations de ce pouvoir (oppression des femmes, exclusion des marginaux, hiérarchie etc.). C'est le sens du mot : luttes auto-gestionnaires, où les travailleurs prennent le goût de rapports sociaux différents, où, avoir senti leur pouvoir (par exemple dans le contrôle ouvrier) leur donne le goût de l'avoir entier et de ne pas le laisser à des délégués, députés ou autres.

Michel, militant du PSU



## BILLOTTE FAIT LE MENAGE

A peine quelques jours après sa défaite spectaculaire aux élections cantonales, la majorité UDR de Créteil tire à sa manière les leçons politiques des derniers mois et prépare sa contre-offensive.

Il semblerait que pour le général Billotte, député-maire UDR de Créteil, et consorts, l'épuration soit l'arme préférée pour préparer les municipales et faire face aux luttes.

Mardi 16 mars, deux directrices de centres de loisirs de Créteil, dont le centre Savignat, sont licenciées sans aucun motif.

Mercredi 17 Mars, l'équipe d'animateurs du centre Savignat se met en grève, assurant toutefois la garderie des enfants et la cantine. L'après-midi, ils distribuent des tracts de popularisation puis vont en délégation au conseil municipal, sans résultats. Le coordinateur des centres de loisirs, nouvellement nommé, ne peut ni ne veut rien faire.

Lundi 22 mars, les animateurs sont au travail à la surprise du coordinateur qui leur remet néanmoins une lettre de licenciement dans l'après-midi.

Mardi 23, les autres animateurs reçoivent leur lettre de licenciement à leur domicile.

Cette première attaque fait partie d'un plan plus général visant à nettoyer les centres d'animation, les maisons de jeunes, les foyers culturels qui déplaisent à la mairie. C'est toute une conception de la culture et de l'animation qui est en jeu. La LCR dénonce l'exclusive jetée contre elle dans le collectif de défense des licenciés.

Correspondant

## Vient de paraître

« L'Information des femmes » n° 5

Au sommaire le calendrier des rencontres, spectacles, initiatives ; le 8 mars en province et à Paris ; la vie des groupes, les luttes (à Pauline Rolland, dans les entreprises, dans les facs) ; échos des entreprises et de l'étranger (avec un questionnaire et des adresses) ; nouvelles, livres, spectacles. Le n° : 2 F. Abonnements pour un an : 30 F.

En librairie : à Paris, 14 juillet, Olympic, Librairie des femmes, Librairie Rouge, Librairie de la Jonquière (XVII<sup>e</sup>). A Toulouse, les « Ombres blanches » 48 rue Gambetta.

Ou en écrivant au 31 rue du Transwaal, 92 250, La Garenne-Colombes, tél : 780 17 13.

## POUR EN FINIR AVEC LA CONCEPTION IDEALISTE DU LANGAGE

En publiant dans Rouge les deux textes qui suivent, le collectif Wunderblock(1) prétend, non pas combler l'énorme retard théorique des révolutionnaires sur les problèmes de l'avant-garde, mais tout au moins renouer avec des courants qui, en marge des organisations révolutionnaires, et à partir d'une réflexion matérialiste sur le langage, développent une pratique théorique, textuelle et/ou artistique qui participe pleinement de la lutte pour le socialisme.

L'hégémonie stalinienne sur le mouvement ouvrier permet d'expliquer, sans pour autant servir d'excuse, comment l'activité théorique des marxistes-révolutionnaires s'est longtemps bornée à une défense stricte des acquis, passant à côté des développements théoriques des sciences humaines (linguistique, psychanalyse) et surtout de leur critique, de leur déconstruction, débouchant sur une conception matérialiste du langage et du sujet.

Cette conception matérialiste du langage a ses sources dans une évolution de la littérature au XX<sup>e</sup> siècle: déjà, au début du siècle, Mallarmé affirmait l'autonomie du langage et refusait toute idéologie de la représentation. Mais c'est surtout dans les marges du surréalisme qu'allèrent se forger les révoltes langagières qui ont produit notre avant-garde (Artaud, Bataille).

*Crise de la littérature, crise du sujet psychologique*, depuis que la psychanalyse lacanienne a affirmé le caractère fictionnel du sujet, sa dépendance par rapport au langage, depuis qu'elle a pointé le manque, la refente qui le constitue; *crise du langage*, enfin; la sémiologie barthésienne (science des signes), en affirmant que tout est signe, et qu'il n'existe aucun dehors au langage a sapé les bases-mêmes de l'idéalisme occidental: (la théorie du reflet, de la représentation, de la séparation entre signifiant et signifié, entre la matière et l'idée).

Autant de crises que la LCR ne peut plus se contenter d'ignorer. La position *toute liberté en art*, si elle est correcte par ce fait qu'elle affirme que les productions artistiques n'ont pas à « rendre compte du réel », n'ont pas à devenir le simple instrument d'une ligne politique, si elle reste valable pour l'Etat socialiste, ne doit pas nous faire oublier la nécessité d'un choix: celui, pour le parti révolutionnaire, de favoriser tout ce qui vient aggraver la crise du langage et de sa conception idéaliste, la crise du sujet psychologique.

Bref, la LCR se doit de ne pas méconnaître le travail de l'avant-garde. Sans en faire une *idéologie officielle en matière d'art*, elle se devrait même, nous semble-t-il, d'affirmer sa préférence, de favoriser les liens entre elle et l'avant-garde textuelle.

Parce qu'elle ne l'a que trop méconnue, cette avant-garde, qui a émergé dans les années 60 autour du groupe *Tel Quel* s'est essentiellement politisée auprès des groupes maoïstes ou centristes.

Aujourd'hui, l'ancien courant tel-quelien n'est plus homogène: si *Tel Quel* continue à être l'une des principales revues d'avant-garde, il faut noter que coexistent avec elle d'autres courants issus de *Tel Quel* ou de ses anciens collaborateurs. D'autres textes marquant l'avant-garde: Derrida, Lacan, Barthes, Deleuze, Denis Roche, ancien membre en rupture de ban de *Tel Quel*, Michel Falempin, qui écrit dans *Digraphe* revue proche de J. Derrida, ont écrit des livres dont il est difficile de rendre compte dans un quotidien. Après Barthes, Derrida, après *Tel Quel*, il n'est en effet plus possible de parler du « contenu » d'œuvres de fiction telles que celles que nous présentons. La seule possibilité qui nous reste est donc de les « réécrire » à notre manière, avec notre corps, notre odorat, nos désirs. Cette réécriture ne peut en aucun cas donner des textes qui respecteraient la syntaxe, qui auraient la clarté conceptuelle d'un texte théorique.

Cela ne sera peut-être pas « clair » et compréhensible pour tout le monde. Tant pis. Il faudra bien que les révolutionnaires, un jour, choisissent entre Boileau et Artaud, entre le langage-instrument et le langage-jouissance/souffrance!

(1) Le collectif Wunderblock (en allemand: bloc magique ou ardoise magique) est un collectif d'écriture, sympathisant de la LCR, qui se propose d'intervenir sur le champ idéologique sur des positions matérialistes. Le premier numéro de la revue Wunderblock sortira probablement en mai.

# HISTOIRE DE LA HISTOIRE



Tiré de *Métal hurlant* n°6-dessin: S. Bihannic

## plus erre!

Denis Roche  
Louve Basse  
coll. fiction et Cie  
Le Seuil

Après le *Mécrivit* qui ne négligeait pas, dans son écriture à la machine et à grande vitesse, d'enregistrer tous les *ratés* de la machine lancée, voici *Louve Basse*.

Le *Mécrivit*: on mécrivit comme on médit, mauvaise-écriture (zéro d'orthographe), écriture manquée, écriture « à la manque », mais aussi, écriture par laquelle le sujet-auteur du texte *s'écrit* ou *s'écrie* (Je m'écrie). Après le *Mécrivit*, dernière écriture « poétique » (respectant encore, ou déjà, mimant les règles formelles du genre), voici le premier texte « romanesque » de Denis Roche: *Louve Basse*.

Depuis la poésie d'où il est parti, le trajet de Roche a été celui de sa mise à mort. On savait déjà que « la poésie est inadmissible, d'ailleurs elle n'existe pas ». Mais, avec ce roman, Roche l'ex-« poète » (prête-ote, trépote, tripote-l'être, ...oh poètes!) comme il dit n'a bien fini et ne fait plus de vers: « la poésie c'est crevé! » C'est aujourd'hui le charnier du corps poétique qui expose, grouillants, ses vers. Et ses rats aussi: jeu (anagramme) sur les « arts ». La destruction de la poésie et l'exposition de son corps décharné, ruiné en putréfaction, ranime la force destructrice des *Dadaïstes* sur lesquels Denis Roche prépare d'ailleurs un ouvrage: « La littérature est périmée depuis longtemps, et l'écrivain lui-même n'est qu'un préjugé du passé. Vive l'excitation immotivée de l'univers. » C'est la fin de la maîtrise poétique, la fin de l'époque des « tripote-l'être » comme dit Roche puisque, pour lui, c'est *toute* la poésie qui est idéaliste.

Mais *Louve Basse*, c'est surtout l'exposition du cadavre de la poésie dont l'auteur sert lui-même de symbole: toute la dernière partie du livre consiste en la description minutieuse du cadavre exhumé de l'auteur mort en 1990. C'est la *Mort* qui est le sujet (en tous sens) de

ce roman. Elle en est d'ailleurs le « Personnage Principal Errant»: la louve basse, nourrice sèche « qui fait tout comme un chien », dite aussi « Langue-Mort », Langue de fond, Langue-Défonce, qui entraîne à mort, avec les personnages associés à la Louve: « Sister-Chien », « Over-Matière », « Grand-Chien Mortel », « Cadavra ». Un roman dans une telle langue de fond *remet à sa place* le sujet qui prétend maîtriser la langue ou *dénier* la mort. C'est essentiellement contre une telle dénégation de la mort que *Louve Basse* est efficace: toute « morale » en prend un sacré coup (voir le sort réservé dans le roman aux « Moraux-Crapauds »). Et on sait comme cette question est actuelle! *Louve Basse*, c'est, avec sa langue, « tirer son coup à la mort ».

Le traitement des rêves dans le roman de Roche, pratique moderne de la langue à une époque où la décadence de l'inconscient devient incontournable, ressemble peu à celui des Surréalistes qui les récupéraient dans une esthétique idéaliste, figurative. L'écriture est courte, écourtée, certains mots se rapetissent à mesure qu'ils sont employés. Le texte est scandé des « plaf! » de la touche du magnéto (autre *machine* présente dans le roman), des « on y revient toujours », des « je repars », des collages de citations et « décolllements de fantasmes ». On a droit à l'amour enregistré au magnéto et à l'intervention inédite de Roche au colloque sur Artaud: « Artaud refait, tous refaits ». On a droit au saut (à l'endroit et à rebours) à travers sa fenêtre du sixième étage du peintre Réquichot alias « Relique au Chaud » et à la verge bleu-rose, « tiépolesque » de Roche, avec d'autres « Oiseaux ».

Le travail de l'inconscient sur les lettres, les jeux de mots, les transformations des noms, l'humour, la diffraction des thèses théoriques présentes dans le roman, rien de tout cela n'est absent de ce texte sur la mort. Ainsi est donné à l'occasion du colloque sur Artaud le prototype de ces « déformations » à l'œuvre dans le roman: tandis qu'un magnéto parle pour Roche à la table de conférence, le nom déformé d'Artaud écrit au tableau noir sous la forme de

« Râteau » est progressivement effacé pour ne plus laisser inscrit que « Rât... ». De même les noms allégoriques des protagonistes du Monde de la Culture (« Salauds »): les « Chaisières » (les assis?), leurs enfants les « PireTics et Logodédales », toutes les variétés pullulantes de « Flicultus » (flics de la culture) dont les « Orthodoxyures » (c'est suffisamment clair...) font partie intégrante avec les « Moraux-Crapauds » (c'est clair aussi).

Finalement un emportement mortel des mots, une danse macabre de la langue. Toute écriture n'est que le jeu relancé du Grand Bond en Avant de l'autre côté du canal d'épandage (alias « Achéron en mouvement »): Ma mort! Ma Mort! Ma Langue! telle est la thèse du livre de Roche.

De la mort au mot, un R (« erre ») en trop, une errance de plus; l'erre des vers du charnier poétique, des rats, de la guerre révolutionnaire (Rosa Luxembourg et Che Guevara y sont convoqués), de la Louve à l'échine et à la matrice basse, qui rôde. Un « R » de Roche... Il y a un dieu chez les latins qui s'appelle Terminus, c'est le dieu de la fin, des limites. On le représente comme un beau jeune homme dont la devise est « cedo nulli » (« je ne cède à personne »). Lorsque Jupiter décida de garder le Capitole pour lui tout seul et d'en chasser les autres dieux, seul Terminus refusa. Il resta dans le Capitole mais sous la forme d'une *grosse pierre* indéplaçable: un Roc. Le Menhir, la Mégalithe, le Mécrivit marquait la fin de la poésie que Roche *signe*. Mais le dieu de roche est celui qui garde les yeux fixés sur la mort, del'autre côté du canal. Alors, le Menhir n'est plus borne, mais « signal erratique », Louve alias Vulve errante (féminin fantaisiste de Wolf, en allemand: loup) qui excède la borne phallique, pétrifiée. C'est depuis ce centre vide, abstrait, errant, que s'éclate le crâne rocheux, que-la « levée en masse des phantasmes » évide l'imaginaire poétique pour rythmer à fond, au raz d'une danse mortelle de la langue.

Un livre moderne, parmi ceux qui aujourd'hui révolutionnent la littérature, à lire par ceux qui veulent révolutionner le monde.

## le théâtre précieux de la révolution

Michel Falempin  
l'écrit fait masse  
coll. Digraphe  
Aubier Flammarion  
112 p. 25Fr

Que peut signifier le titre sous lequel Michel Falempin écrit son livre? Et à quel titre met-il son texte en scène? *L'écrit fait masse*, le titre d'emblée se lit dans polysémie (1).

Simultanément, et en tous sens, ce

qui se joue c'est l'échange continu, la métaphore active de l'écriture avec le mouvement de masse. On pense à *Nombres* de Ph. Sollers. Comment se « soulève » toute une masse d'archives que le texte de Falempin convoque (une « grande quantité de textes »): documents sur la Révolution française, reportages sur mai 68, récits de tremblements de terre et d'éruptions volcaniques, poésies du Moyen-Age, fragments de romans lus pendant l'en-

fance, etc. Convoqués, *relevés*, ces textes sont pris dans une ré-écriture qui les « met en scène », les *mine* selon le mouvement d'une insensible défiguration plate, les excède. Les textes convoqués étant des représentations de mouvements d'écès (coit, mort, éruptions volcaniques, émeutes) leur mime donne lieu à un « excès *textuel* de textes sur l'excès », à une mise en abyme de l'excès qu'est le texte. Cet excès: le grand bloc textuel convoqué est fragmenté en

## PENSÉE:

## DU LANGAGE ? Lénine

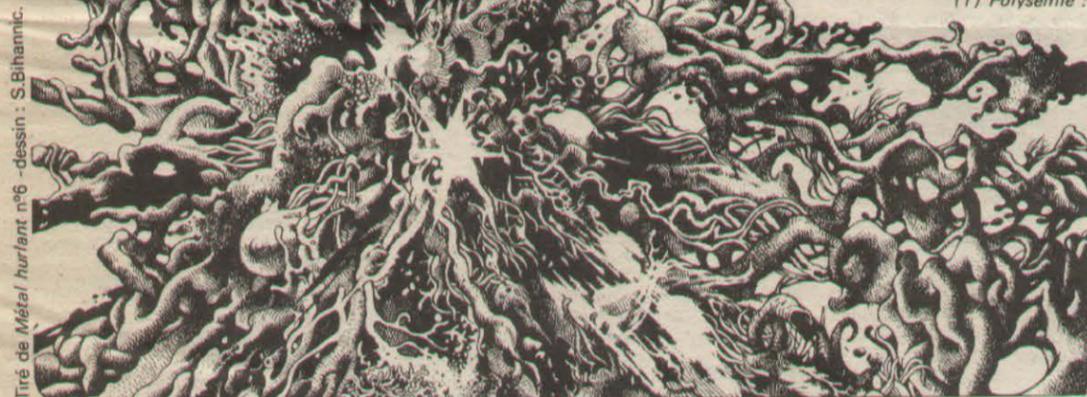
petites séquences à peu près régulières (comme des vers : ce qui rend aléatoire la limite prose/poésie) mises à la suite les unes des autres et séparées par plus de deux mille point-virgules, sans aucune majuscule (il n'y a pas de tête à un texte qui ne commence pas, tout comme les phrases n'ont pas de début : reprise de la décapitation que le texte figure). De même que chez Sade, les segments de phrases sont indissociables des postures, des figures scéniques, que le texte agence. Et le jeu de ces figures d'excès saisies par un éclairage toujours latéral se décide au hasard, comme dans un *Kaléidoscope*. On assiste donc à une fragmentation de la scène en postures, fragmentation contemporaine de l'irruption sur cette scène d'un sujet pluriel, irréductible à une belle totalité : les Masses. « Les murailles sont mises à

nues, les tentures déchirées, les glaces brisées reflètent, multiplient et fractionnent la scène. » La représentation classique dont le code de référence est la peinture, fait place à une représentation fragmentée et mouvante dont le modèle serait plutôt la « scénographie » théâtrale : les règles de la mise en scène sont celles, ici, de l'agencement et de la déformation de « postures d'excès » où l'écriture sert de base métaphorique commune aux corps et aux masses en tant qu'écrits. Écriture des corps, *Porno-Graphie*, c'est-à-dire, étymologiquement : blessure ou morcellement, puis écriture, de la *porné* (prostituée, corps vendu et pratique de l'idolâtrie) donc du corps de l'acteur (historique, et du comédien qui mime l'acteur de l'histoire), du corps peint, travesti. Écriture morcellée du corps dans l'histoire. L'Acteur

et la Prostituée sont des figures essentielles de *L'écrit fait masse* : « Maintenant leurs faces grimées sont indéchiffrables (...) elles jouent l'oppression effrénée et les désordres qui s'ensuivent, multiplient avec des révolutionnaires travestis les effets savants ;... » Si corps et masse sont écrits, la scène de l'histoire est scène de l'écriture, et se trouve prise dans un entraînement du mime (comédienne/révolutionnaire travesti). C'est là que l'écrivain révolutionnaire se trouve incluant dans le mouvement de masse et mis en scène à son tour comme force de déploiement de l'écrit : « Dans un style mal équilibré, les hommes écrivent leurs passions sur les murs avec une baguette carbonneuse ;... »

La plume des lettrés, décrivant des galeux les prouesses amoureuses, l'écriture comme une excroissance gagne toute la surface du papier ; (...) les anagrammes se multiplient ainsi que toutes sortes de transpositions ;... « Le mouvement d'excès d'entraînement mimétique à l'infini prolo-porno-scénographique, s'opère dans une langue baroque, colorée : « un gynécée d'oiselles, huppées de plumes élysées, niche sur une hécatombe échevelée de crinolines à franfreluches ;... etc. » Retour du gauchissement baroque d'une langue dépensée en fastes, somptueuses.

(1) Polysémie : pluralité des sens

Tiré de *Métal hurlant* n°6 - dessin : S. Bihannic.

## dans l'objectif

## JEAN KERGRIST, LE CLOWN ATOMIQUE A GRENOBLE

Il y a eu beaucoup de débats plus ou moins savants sur l'énergie nucléaire. Dans un extraordinaire spectacle de près d'une heure et demie, le clown-comédien Jean Kergrist construit sa centrale à l'aide d'objets les plus hétéroclites : la cuvette de toilette est la pièce maîtresse du dispositif, le refroidisseur sera tout naturellement constitué par une bouteille plastique, les forces de l'ordre par des attrape-souris, et l'atome en personne par un hérisson de ramoneur. Tout est réglé, du minéral à la destinée des déchets. La démonstration tire à sa fin superbe, c'est la science, le progrès, l'avenir radieux vers la fraîcheur des petits matins. Un seul hic : à l'ultime seconde, l'engin vous pète au nez.

Toutes les questions que soulève l'énergie nucléaire sont évoquées, sur un mode ironique bien sûr, et on rit de bon cœur... mais certains rires se coincent en travers de la gorge.

Ne manquez pas Jean Kergrist :

- Mardi 6 avril au lycée Louise Michel à 18 h à Grenoble
- Mercredi 7 avril au lycée de Vizille à 17 h 30
- Jeudi 8 avril à la MJC Prémol à 20 h 30 à Grenoble
- Vendredi 9 avril à la MJC de l'Abbaye à 20 h 30 à Grenoble

## LA ROCHELLE

A 21 h, on pourra aller voir à la maison de quartier de Mireuil *La chute d'un caïd* de Budd Boeticher. Entrée : 5 F.

## RENNES

Film *Le sel de la terre* de H. Biderman. Mardi 30 mars 20 h 30. Salle de la cité, rue St Louis, présenté par la commission féminine de l'UL CGT.

## BANLIEUE

## AUBERVILLIERS

Le studio (cinéma art et essai) du théâtre de la Commune présente en deuxième exclusivité à 18 h et 21 h : *Nashville*, de Robert Altman (1975). 2, rue Edouard Poisson.

## MALAKOFF

Le théâtre 71 n'a pas changé de programme, il propose toujours la pièce : *le retour des deux orphelines dans la troisième république face à la révolution prolétarienne qui commence demain matin...* 21 h. Place : 20 F. Place du 11 novembre Tél : 655-43-45.

## PARIS

## THEATRE

Depuis samedi dernier, *le Bread and Puppet theater* est

là ! Il donnera sept représentations d'ici le 2 avril (une tous les soirs). Dépêchez-vous et retenez vos places ! Théâtre des Champs Élysées 15, av Montaigne. Tél : BAL-44-36. 20 h 30. Places : 10 à 35 F. Loc : de 12 h à 18 h.

C'est aujourd'hui la création d'une nouvelle pièce au Mouffetard, 76, rue Mouffetard : *Mémoires vénéneuses*, adaptation de Ninon Ozanne.

## POUR LES ENFANTS

## PARIS

Théâtre Présent. Il ne reste plus qu'un seul des deux mimes japonais : Ikuo. Il interprète cette fois : *La main...* 14 h 30. 211 av Jean-Jaurès. M<sup>o</sup> Porte de Pantin. Pl : 7 F, 4 F.

Les clowns Macloma poursuivent leur représentation de *Hérozéro*. Théâtre de l'Aquarium. Cartoucherie de Vincennes. Tél : 808-99-61. Pl : 20 F et 15 F. 20 h 30.

## ce soir, sur tf1

Ces années-là : 1957

## L'HISTOIRE SELON DROIT

Symptomatique d'une certaine conception de l'histoire, cette émission de Michel Droit, l'un des derniers croisés de l'Occident chrétien, plus connu pour son rôle de faire-valoir dans les interviews télévisés de de Gaulle (on l'appelait « Le courbe ») que pour ses talents d'historien.

C'est l'histoire découpée en tranches, l'histoire-saucisson, celle qui n'est qu'une suite d'événements sans liens apparents, l'histoire-théâtre sur laquelle les hommes n'ont aucune prise, sinon les « grands hommes », les « élus ». On verra donc pêle-mêle Spoutnik 1, la capture de l'espion soviétique Abel, Guy Mollet succédant à Bourguès Maunoury, l'attentat au bazooka contre Salan à Alger, la mort de Sacha Guitry, le prix nobel d'Albert Camus, le titre de champion du monde de boxe -catégorie poids coq- d'Alphonse Halimi, le 40<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre en URSS, etc... Le tout est évidemment enveloppé sous un label d'« objectivité ». Puisque ce sont les événements qui parlent... A ceci près, bien évidemment, que le choix lui-même de ces événements est loin d'être neutre. Oubliées par exemple, les grandes grèves de Saint-Nazaire, en mai et octobre, sanctionnées par la mort d'un travailleur ; oubliée la grève, massivement suivie, des travailleurs algériens, le 20 janvier ; oubliée l'apparition, au sein de la CFTC, d'une tendance Reconstruction qui regroupera 36 % des mandats et changera profondément la nature du mouvement syndical français, en donnant naissance, quelques années plus tard, à la CFDT. Pour Michel Droit, le social, connais pas... ou si peu.

L'histoire, selon Droit, c'est une forte dose de politique politicienne, beaucoup d'international journalistique, quelques faits divers, un zeste de culture, une pincée de sport. Mélangez, secouez bien, le cocktail demeure imbuvable.

## télévision

## TF 1

14.05 Fruits amers, film de Jacqueline AUDRY (1966), avec Emmanuelle RIVA et Laurent TERZIEFF

S'il en fallait une, ce film est la parfaite illustration qu'on ne fait pas forcément du bon cinéma avec de bons sentiments (progressistes). Ce drame politique dans un pays dictatorial d'Amérique du Sud est, hélas, lourd, théâtral dans le mauvais sens du terme et pratiquement invraisemblable. Ça fait beaucoup... Tout le monde peut se tromper.

16.40 Dessin animé sur... la taupe. On ne sait pas ce qu'il vaut, mais on allait tout de même pas passer cet hommage sous silence.

17.45 Trente millions d'amis, émission sur les animaux.

On vous le signale simplement parce que le programme, qui fait parfois des rapprochements savoureux, présente ainsi cette émission (lire ce qui suit d'une seule traite) : « Michel Debré et les chats, Fripouille, l'éducation d'un jeune chiot ». Ce n'est pas nous, c'est le programme qui le dit.

20.00 Journal.

21.45 Ces années-là (1957), émission de Michel Droit.

Cf. Ce soir sur TF 1.

## A 2

14.35 Aujourd'hui Madame.

Comme son nom l'indique, l'émission est destinée aux « ménagères ». Impensable qu'un homme, un vrai, soit à cette heure-ci ailleurs qu'au bureau ou à l'usine. Et les chômeurs ? Cela dit, on vous offre une heure avec Jeanne Moreau. Ça peut être intéressant.

20.00 Journal

20.20 Faust, opéra de Charles Gounod, mise en scène de Jorge LAVELLI.

Un « Faust » remis à neuf par Jorge Lavelli. Sans avoir visionné l'émission, il est difficile d'en dire plus, mais nous tenons le pari : elle doit être intéressante...

Le journal sera diffusé entre le deuxième et le troisième acte. Et il y aura deux entractes où l'on nous montrera les coulisses, l'organisation du spectacle, une interview de Jorge Lavelli.

## FR 3

20.30 Westerns, aventures

Les Conquérants film américain de Michael Curtiz (1939) 1939... du vieux cinéma hollywoodien, avec Errol Flynn.

22.10 Journal

## PROVINCE

Joseph Tremblay présenteront la poésie et le théâtre québécois. Entrée libre.

## BEZIERS

Un bref rappel : à la MJC Raimond Trencavel (45, rue Kleber) à 21 h, Aude et Jean-

## MARTIGUES

Au cinéma Le Palace, cours du 4 septembre : *Les diables* de Ken Russel (1971).



## « ILS VEULENT FAIRE DE LA GALILEE UN TERRITOIRE A MAJORITE JUIVE »

Interview de S. H'amis, membre du secrétariat du Comité national contre la spoliation des terres arabes, membre de la direction nationale du Parti communiste.

● La riposte au plan du gouvernement, qui désire confisquer une superficie importante de terres arabes est large et militante. Peux-tu l'expliquer ?

● Lors des dernières spoliations au milieu des années soixante, on nous avait promis que c'était la dernière fois. Or, il s'avère que non. Ils veulent, selon leurs propres termes, changer la démographie de la Galilée, c'est-à-dire en faire un territoire à majorité juive. Il ne s'agit donc pas du développement de la Galilée, mais de sa « judaïsation ». C'est pourquoi la population est prête à se battre.

Déjà, il n'y a pas assez de terres pour la population actuelle, pour construire des maisons pour les jeunes couples, et encore moins pour l'agriculture. Or 30 à 40 % de la population vit encore de la terre. Après la spoliation, elle serait dans une situation catastrophique.

● Quelle superficie est touchée ?  
● Au début, on nous a affirmé que les 2000 premiers hectares n'étaient qu'une première phase. Les mobilisations les ayant effrayés, ils affirment que ce sera tout. C'est un mensonge.

Ils veulent confisquer en plus 6000 à 7000 hectares de communales inscrites du temps du mandat britannique au nom du Gouverneur général comme la loi l'imposait.

Plus de 1000 hectares sont visés dans la région de Kafr Kassem. Enfin, ils ont des prétentions sur 150 000 hectares dans le Neguev, appartenant aux bédouins.

Le gouvernement affirme donner des compensations en argent ou en terres. Tolédano, responsable du gouvernement pour les questions arabes, explique que « cette fois-ci, les compensations en argent seront réelles » : cela permet de juger du passé ! Quant aux compensations en terres, il ne faut pas y compter. A chaque fois que l'on demande des terres supplémentaires, on nous dit qu'il n'y en a pas.

● Peux-tu nous décrire la répression, qui est très forte ?

● On nous a envoyé des menaces par écrit, puis oralement, de la part des autorités du ministère de l'Intérieur. Le comité central du patronat a affirmé que tout ouvrier gréviste serait licencié sans indemnité. La police des

frontières et l'armée ont été envoyées massivement à Nazareth et dans sa région.

Un dirigeant de la police a expliqué qu'il ne ferait aucune différence entre les terroristes et les manifestants. La police a convoqué les dirigeants du comité, les prévenant qu'ils seraient directement responsables de tous les troubles qui pourraient se produire. La presse est haineuse et nous prête l'intention d'avoir recours à la violence.

Il y a eu une série d'arrestations préventives à Shvaram, Arabé...

● Comment s'est déroulée la dernière réunion des conseillers municipaux arabes ?

● Elle a eu lieu avec la présence massive de la police et de l'armée, avec

la participation de tous les responsables des affaires arabes des ministères. Sous cette pression, les conseillers se sont pliés.

● Quelle est votre position par rapport à la manifestation à Jérusalem ?

● Il y a une semaine, les dirigeants du pays avaient expliqué qu'ils ne sauraient la tolérer. Nous avons reçu aujourd'hui du Parlement l'interdiction de manifester sur son parvis. Nous n'avons pas encore pris de décision. Mais en aucun cas nous ne tomberons dans les provocations du pouvoir.

INTERVIEW RECUEILLIE PAR  
NOTRE CORRESPONDANT  
JERUSALEM,  
MICHEL WORSZAWSKI

## CONSULTATION CONTRE L'IMPLANTATION DE DEUX CENTRALES NUCLEAIRES



Les habitants de 5 communes de la presqu'île d'Arvert, au Nord de Royan se sont prononcés dimanche contre l'implantation de 2 centrales nucléaires et d'un complexe pétro-chimique sur l'estuaire de la Gironde. Les électeurs de ces communes ( La Tremblade, Arvert, St Augustin, Etaules, et Chaillevette) avaient été appelés à une « consultation populaire » par leur municipalité et par le Comité contre le danger nucléaire.

2476 d'entre eux ont voté contre le projet d'industrie pétro-chimique et d'une centrale nucléaire au Verdon, en face le Royan. 124 ont voté pour.

2454 se sont prononcés contre la centrale nucléaire de Braud St Louisprés de Blaye qui en est déjà au stade des travaux préliminaires. 144 ont voté pour.

Bien que 39 % seulement des inscrits aient pris part à cette consultation les résultats témoignent d'une opposition massive à ces projets

Le collectif Cinéma libre de Bordeaux a réalisé deux films qui retracent la lutte de la population de la région de Braud et St Louisprés contre l'implantation de la centrale nucléaire.

Diffusion : Bordeaux : Cinéma libre, 26 rue St James, 33000

: Paris : A.P.I.C. Cinéma libre, 22 rue du Fbg du Temple Paris 11<sup>ème</sup>.

## NE LAISSONS PAS MOURIR ROLAND AGRET !

Suite de la page une

Il a traversé cette période de réglemens de compte internes au SAC sous Pompidou, sans bien saisir ce qui se passait autour de lui. Il dit de lui-même : « Je n'étais qu'un crétin satisfait et heureux de l'être, incapable de maîtriser la vie. »

Grâce à ce « coupable », rien ne sera élucidé des actes de Borel et de sa milice privée - qui aurait cherché à descendre Agret -, de la carte de police de Borel, des agissements du SAC de Nîmes enfin.

Agret nie, se défend, explique, les dossiers de ses accusateurs se lézardent. Mais peu importe. Agret est désigné pour payer, le silence doit se faire autour de cette affaire. C'est bien clair et la justice de classe, en faisant tomber son verdict : l'Affaire Agret est jugée.

Mais derrière les portes refermées de la prison, un homme vit, proclame sans cesse son innocence et sent la terrible machine qui le brise : « Je suis dans un laminoir où on prétend rééduquer les hommes. Doubles portes, triples barreaux, isolement total 23 heures sur 24 dans un tombeau. »

Dans l'intolérable enfermement, Agret se révolte : il fait grève de la faim sur grève de la faim, écrit à la presse, au Garde des sceaux, à Giscard, à l'administration. Seul le silence feutré des affaires douteuses lui répond. Voilà cinq ans qu'il est en prison.

### La peau d'Agret

La machine brisera-t-elle cet homme, qui prendra comme tous la voie de la résignation ?

Non, car Agret n'en peut plus, « Tout me torture, tout me déchire, du parler au moindre bruit de clé ».



C'en est fini de l'attente, il faut que les murs éclatent ou que lui meure : « Je suis comme un supplicié qui s'écroule au poteau de torture pour ne plus se relever... On a fait de moi une inguérissable plaie vivante. »

Agret a commencé il y a quinze jours sa dernière grève de la faim pour obtenir la révision de son procès : il entend que ce soit la dernière. Il offre son cadavre à ceux qui l'ont jugé : « Je suis votre assassiné ».

Si Agret est sur le point de mourir, il faut que tout le monde sache que c'est par la décision consciente de ses juges, de Lecanuet, de Valéry Giscard d'Estaing, de tous ceux qui détiennent un pouvoir sur la vie d'Agret et qui gardent encore le silence. Pourquoi ?

Il est urgent - parce qu'Agret est encore vivant et qu'il faut faire vite - que soit levé le voile du silence, et que les dossiers soient ouverts !

Et parlons de cette justice, qui condamne un homme sur présomptions et qui le laisse maintenant agoniser derrière les barreaux. Un peu partout en France, des prisonniers cessent d'accepter la machine dont ils sont les objets immatriculés : Albert Granvillemin est mort déjà vendredi après dix mois de grèves de la faim successives.

Aujourd'hui, il faut libérer Roland Agret, il ne faut pas laisser briser légalement un homme à cause des manœuvres de dessous de table de la V<sup>e</sup> République.

Sa mort serait un meurtre prémédité.

Et, comme il le dit lui-même, son sang éclabousserait les murs.

Philippe Verdon

● Marie-José Agret donnera une conférence de presse mardi 6 avril, à 10 h 30 à la Cimade, 176 rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>.

## SAUVONS DESMOND TROTTER

La campagne pour sauver Desmond Trotter (voir Rouge n° 12) s'amplifie, notamment aux Antilles. Le Comité martiniquais de défense continue son action multiforme : meeting au Parc floral le 15 mars, signatures de pétitions, diffusion de la brochure « Pour Desmond Trotter », manifestation à Fort de France le 23 mars. D'autres comités de défense se sont créés en Angleterre, au Canada. En France, plusieurs initiatives sont en préparation pour les jours à venir dont nous rendrons compte. Par ailleurs, une campagne de messages est en cours. On peut les adresser :

- à Patrick John, premier of Dominica, Roseau, BWI
- à Desmond Trotter, Her majesty's Jail Goowill, Dominica

la manifestation de Fort de France du 23 mars



## COURRIER DES LECTEURS

Agréablement surpris

● Un petit soutien financier pour vous permettre de tenir les échéances du quotidien de la part d'un militant CFDT; j'ai été agréablement surpris par la qualité du quotidien « Rouge » :

- la forme semble très satisfaisante malgré de trop nombreuses coquilles. Il manque cependant de la couleur.

- vous couvrez à peu près l'actualité du jour et vous attachez avec raison une grande importance à la politique internationale. Il est en effet nécessaire de replacer la situation politique et économique française dans son contexte international. Mais je vous reproche de ne pas être assez explicatif. Si vous vous adressez à des travailleurs sachant la place accordée à l'internationale dans

les autres journaux, pensez-vous qu'ils mettent un contenu dans FUNK, PSOE, un contenu exact dans AFL-CIO, etc.

N'est-il pas possible d'adopter le système du « Monde » (eh oui) qui dans ses encadrés apporte les outils de vocabulaire nécessaires à comprendre un ou une série d'articles d'analyse.

Pour terminer, comptez-vous ouvrir votre journal aux tribunes libres des différentes organisations comme dans le numéro 4.

C.L. Militant CFDT, Basse Normandie

Non au langage « made in militant ».

● En une semaine, de très gros progrès question mise en page... Il faudrait se décriper un peu et parler de choses comme les massacres de phoques, les Indiens d'Amérique. Les luttes, c'est très bien, mais il ne faut pas parler que de ça. Les articles sur le mouvement étudiant, c'est pas un langage de masse, c'est un langage de militant et ceux qui ne comprennent rien ne le lisent pas en entier, c'est évident. Faut adapter le vocabulaire aux personnes que l'on veut toucher : la masse : donc un langage de masse. Les prolos qui lisent l'Humanité pour avoir des nouvelles des luttes, s'ils essayent Rouge, ils vont rien piger et trouver ça chiant. Pour sortir du cercle de cette petite minorité, faut se mettre à leur portée... Nous militants ou sympathisants on a bien voulu l'apprendre ce langage « made in militant » parce qu'on en a ressenti le besoin. Alors déconnez pas, un langage de masse, sinon je vais me fâcher (d'une voix douce).

Mimi, CET

● J'ai longtemps milité dans les rangs de la Jeunesse Communiste... et j'ai continué à l'UEC. Ces derniers mois, il m'avait semblé pourtant que la politique du PC ne « collait » plus au mot « révolution »... J'ai délibérément quitté les rangs de l'UEC. Je suis néanmoins en désaccord avec certaines positions de la Ligue mais je voudrais arriver à certaines discussions avec des militants. J'achète régulièrement votre quotidien et souhaite pouvoir m'y abonner dans la mesure où mes moyens me le permettent. Il est à noter que trois autres camarades, anciens militants de la JC ont adopté la même position et achètent votre canard. Il serait bon que vous clamiez que le PC trahit de plus en plus la classe ouvrière... Recevez mes encouragements les plus sincères. Révolutionnairement votre.

G.M. Grenoble